

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°2 / JUIN 2009  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**Afrique de l'Ouest: un énorme potentiel  
et de nombreux défis à relever**

**Bangladesh: le boom de l'industrie  
textile, une aubaine pour les couturières**

**Concentration de la coopération: un objectif  
qui n'est pas sans risques**

## DOSSIER



### AFRIQUE DE L'OUEST

#### L'immense potentiel d'une région en pleine mutation

Sous l'effet de l'urbanisation et de la hausse démographique, le monde rural a profondément changé en Afrique de l'Ouest

6

#### Reconnecter l'éducation avec la réalité

La coopération suisse soutient des approches novatrices qui contribuent à améliorer la qualité de l'éducation

12

#### «Les Américains ne sont pas plus compétitifs que nous»

Entretien avec Ndiogou Fall, président du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest

14

### Développement en réseau à Cuba

Un petit projet peut déployer de grands effets, comme le montrent les Maisons du développement à Cuba

24

## FORUM



### La concentration n'est pas un gage d'efficacité

Dans la coopération au développement, la concentration des activités comporte aussi des risques

26

### Un développement industriel incohérent

L'écrivain sud-africain Zakes Mda dénonce la stratégie de développement menée dans son pays

29

## HORIZONS



### Des couturières fières de leur indépendance

Au Bangladesh, des milliers de femmes se font embaucher dans les usines textiles de la capitale. D'autres ont la chance de travailler dans leurs villages.

16

### Un rêve sur trois roues

La journaliste Hana Shams Ahmed décrit la vie quotidienne de Shagor, son conducteur de rickshaw

20

## DDC

### La crise ne frappe pas que le Nord

Le directeur de la DDC, Martin Dahinden, évoque les effets de la crise financière sur les pays en développement

21

### Le courage de devenir policière en Afghanistan

Un programme de promotion de l'égalité au sein de la police afghane devrait réduire la violence domestique

22

## CULTURE



### «Tout développement est un changement culturel»

Entretien avec Siri Tellier, directrice du bureau genevois du Fonds des Nations Unies pour la population

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la corruption ?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Développer, c'est transformer

Les changements font peur : la multiplication des catastrophes naturelles, qui menace de détruire des écosystèmes entiers ; l'exode rural, qui draine des millions de personnes vers des villes déjà pleines à craquer ; la hausse du chômage, qui ne cesse de creuser l'écart entre riches et pauvres.

De telles transformations nous posent d'immenses défis. Notre manière de les affronter et les solutions que nous proposons revêtent une importance capitale pour la coopération au développement. Les attitudes adoptées à l'égard des situations nouvelles et de leurs enjeux varient énormément d'une culture à l'autre.

Vous en trouverez plusieurs exemples dans ce numéro d'*Un seul monde*. Ainsi, le règlement pacifique des conflits a une longue tradition en Afrique de l'Ouest, où survit le « cousinage à plaisanterie ». Selon cette pratique, les « cousins » – qui sont bien souvent aussi des voisins – peuvent se lancer des boutades et se dire des vérités parfois amères. « Bien plus qu'un divertissement, cet usage de l'humour codifié, qui permet de prévenir ou de résoudre maints conflits, sert à maintenir la paix entre les familles et les populations, selon des règles et des rituels précis », explique l'écrivain Saliou Sambou, ancien gouverneur de Dakar. Vous en saurez plus en lisant le dossier consacré à l'Afrique de l'Ouest (à partir de la page 6). Cette région du monde connaît d'énormes problèmes, qui vont des sécheresses catastrophiques à l'instabilité politique et sociale, en passant par un exode rural plus massif que partout ailleurs dans le monde. Malgré tout, elle garde une étonnante capacité de se transformer et de progresser.

L'histoire de Rekha (page 16), une couturière de 38 ans, est un autre exemple de l'importance de la culture dans le développement : lorsque l'industrie textile a connu un véritable boom au Bangladesh dans les années 90 et que les fabriques ont commencé à pousser comme des champignons, des centaines de milliers de femmes ont pu accéder au marché de l'emploi. Cela leur a valu par la même occasion une reconnaissance sociale. Aujourd'hui, Rekha est fière de pouvoir contribuer aux revenus de sa famille et d'avoir acquis par son travail une certaine indépendance. Une réussite qu'il convient de replacer dans l'univers culturel de ces femmes.

Le dernier rapport sur l'état de la population mondiale, publié par le Fonds des Nations Unies pour la population (Fnuap), préconise des approches sensibles à la culture dans la coopération au développement. Siri Tellier, directrice du bureau genevois du Fnuap, souligne que le développement ne se limite pas à construire des ponts et des centrales électriques, mais qu'il suppose également un changement des mentalités et des comportements. Elle sait par expérience que ce n'est pas simple. Dans une interview (page 30), elle affirme cependant sans ambiguïté : « Quelqu'un qui ne veut rien changer ne veut pas non plus de développement. »

*La rédaction*

*(De l'allemand)*



Martin Roemers/laif

## Quand l'Afrique nourrira le monde

(gn) Il y a longtemps que le riz n'est plus exclusivement l'aliment de base du continent asiatique : l'Afrique, qui est en passe de devenir le premier acheteur de riz du monde, en importe actuellement quelque 10 millions de tonnes par an. Elle aurait pourtant la capacité non seulement de couvrir ses besoins, mais aussi d'en exporter de grandes quantités, affirme Marco Wopereis, directeur adjoint du Centre du riz pour l'Afrique (Adrao). Alors qu'en Asie la production rizicole plafonne, l'Afrique possède, selon la FAO, plus de 200 millions d'hectares de plaines et de zones humides qui se prêteraient à cette culture. L'Adrao a sélectionné de nouvelles variétés adaptées aux conditions africaines, qui devraient permettre d'augmenter les rendements dans d'énormes proportions, comme le montrent les premiers succès remportés au Mali. De plus, le riz africain est maintenant devenu compétitif. L'Afrique subsaharienne importe encore 40% de sa consommation. Lors d'une conférence sur la sécurité alimentaire à l'EPFZ en décembre 2008, Marco Wopereis a cependant présenté une vision d'avenir qui dépasse largement l'autarcie. Selon lui, l'Afrique sera un jour le grenier à riz de la planète.

[www.adrao.org](http://www.adrao.org)

## La nature, un géant de la pharmaceutique

(gn) La nature est la plus vaste et la plus importante pharmacie du monde : on connaît quelque 50 000 plantes médicinales, des espèces sauvages pour la plupart. Or, selon une étude de Plantlife International, environ 15 000 d'entre elles sont menacées de disparition. Cependant, il n'est pas inéluctable d'en arriver là : du fait même qu'elles sont si précieuses, ces plantes menacées peuvent être à la fois exploitées et protégées avec l'aide des populations locales. Alan Hamilton, auteur de l'étude, résume ainsi les conclusions tirées de dix projets concrets : « Une meilleure santé, un revenu assuré et le maintien des traditions culturelles sont des arguments décisifs lorsqu'il s'agit d'inciter les gens à protéger des plantes médicinales. » C'est ainsi qu'en Ouganda, des paysans ont appris à fabriquer des médicaments d'urgence, à

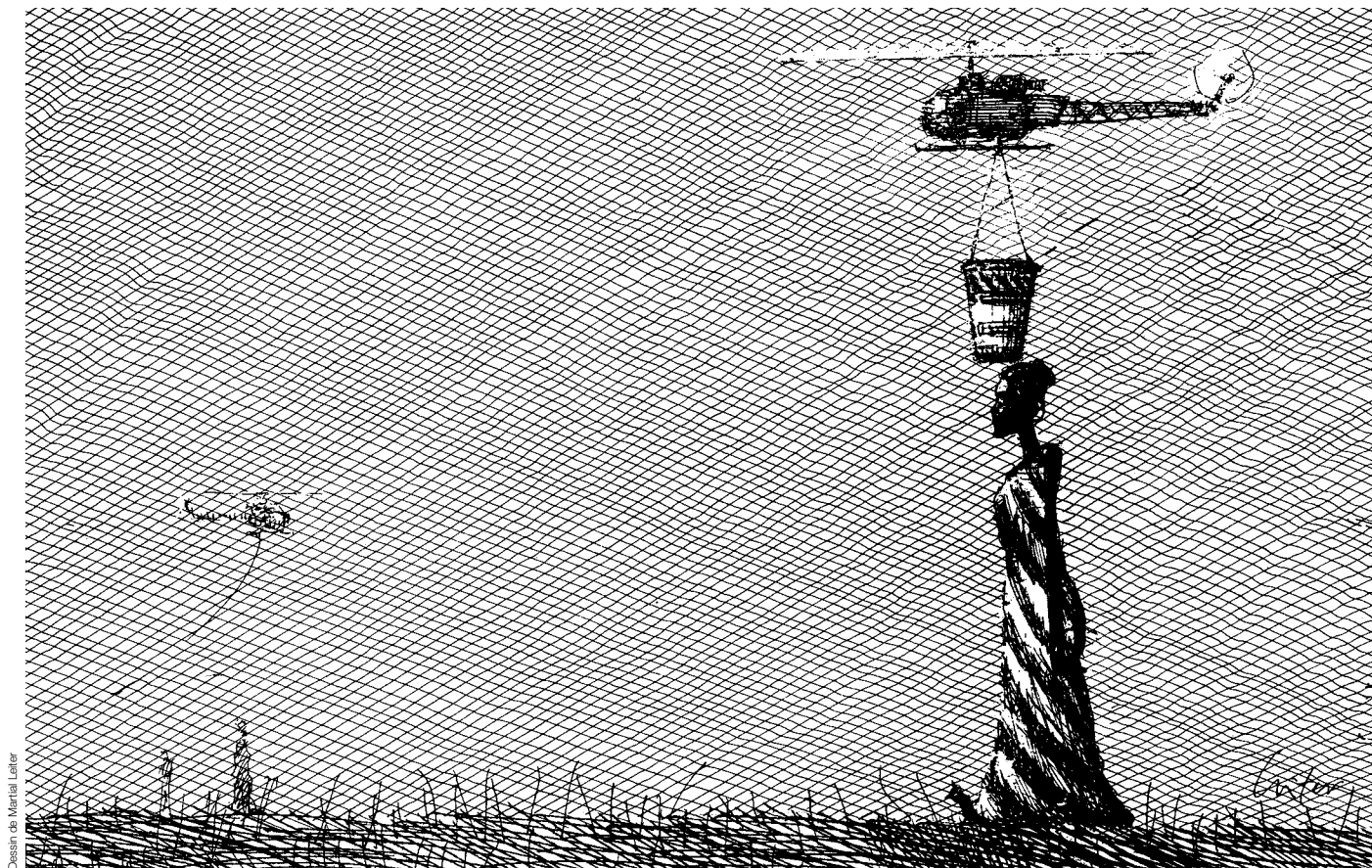
base de plantes, qui constituent un traitement peu coûteux du paludisme. En Chine, des jardins locaux ont été aménagés pour cultiver et protéger des plantes médicinales menacées. On a également créé des réserves naturelles, qui sont contrôlées par les communautés villageoises. [www.plantlife.org.uk](http://www.plantlife.org.uk)

## Les tontines contre la pauvreté

(jls) Dans les grandes villes du Niger, les difficultés économiques ont incité les femmes à faire revivre les *foyandi*, des cercles de solidarité nés dans les années 60. Ces clubs féminins se comptent aujourd'hui par centaines. Pour en faire partie, il faut s'acquitter d'une cotisation mensuelle qui peut aller de 5 000 à 60 000 francs CFA (de 12 à 140 francs suisses). Chaque mois, le montant ainsi réuni est remis à l'une des membres. À tour de rôle, les femmes empochent donc l'équivalent de 700, 1 000 ou 1 200 francs suisses, selon la grandeur du club. Pour Hadjia Fati, membre de l'Association des femmes du Niger, les *foyandi* sont aujourd'hui une stratégie de lutte contre la pauvreté. Certaines femmes utilisent l'argent encaissé pour l'ameublement de leur maison. D'autres en profitent pour investir dans l'élevage ou le petit commerce. Ce capital de départ leur permet par exemple d'ouvrir une boutique, de devenir



Guenay Ullurcok/laif



Dessin de Mariel Laferrière

## Coopération

vendeuses de pagnes ou de chaussures, de créer une unité de production de jus de fruits, de se lancer dans la restauration, etc.

### Des Maliennes veulent en finir avec la guerre

(jls) Dans le nord du Mali, des affrontements opposent de façon intermittente l'armée gouvernementale aux rebelles touaregs qui revendiquent l'autonomie politique de cette région. Des femmes, membres d'associations ou simples citoyennes, se mobilisent pour que les hommes cessent de s'entredéchirer. Elles font pression aussi bien sur l'armée que sur la rébellion. « Nous ne sommes pas sur les champs de bataille, ni dans les délégations de négociation, mais la paix part toujours de nos initiatives », affirme Assory Aïcha Belco, membre de la Coordination des associations et ONG féminines du Mali (Cafo), présente sur tout le

territoire. La Cafo organise des marches en faveur de la paix, des conférences ou encore des manifestations devant les casernes. En dehors de ces événements ponctuels, les pacifistes travaillent aussi à long terme. Elles proposent notamment des programmes d'alphabétisation, qui portent sur la guerre et ses conséquences pour les familles. Ces cours sont dispensés en langues nationales à des femmes de tous âges.

### Les poches de résistance de la polio

(bf) On est finalement sur le point de vaincre la poliomyélite, une maladie qui peut tuer ou provoquer des paralysies irréversibles. En 1988, lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé sa campagne internationale d'éradication, environ 350 000 enfants étaient infectés chaque année. Aujourd'hui, ce nombre est

tombé à 1600. Mais le virus résiste dans certaines régions du monde, principalement en Afghanistan, en Inde, au Nigeria et au Pakistan. À partir de ces foyers, il se propage dans d'autres pays en développement, a indiqué l'OMS. Les principaux obstacles à la lutte contre la poliomyélite dans les quatre pays en question sont l'inefficacité des vaccins (Inde), un faible taux de vaccination (Nigeria), ainsi que des difficultés d'accès provoquées

par des conflits armés (Afghanistan et Pakistan). La communauté internationale – surtout le Rotary International, la fondation Gates, la Grande-Bretagne et l'Allemagne – a annoncé au début de l'année que plus de 630 millions de dollars allaient être consacrés à l'éradication définitive de la paralysie infantile.

[www.rotary.org/endpolio](http://www.rotary.org/endpolio)



The New York Times/Reuters/af





# L'immense potentiel d'une région en pleine mutation

Les populations ouest-africaines se caractérisent par leur extrême mobilité. Elles se déplacent non seulement entre les pays, que ce soit pour faire du commerce ou chercher du travail, mais aussi des campagnes vers les villes. Sous l'effet de l'urbanisation et de la hausse démographique, le monde rural a profondément changé. De Christine Holzbauer\*.

Les Africains de l'Ouest sont des commerçants et des voyageurs dans l'âme, à l'instar de cet homme qui vend des ballons de football dans les rues de Cotonou, la métropole économique du Bénin



Jean-Claude Meschett/REA/af

L'Afrique de l'Ouest, qui occupe un cinquième du continent, présente une grande variété géographique entre les États côtiers et ceux de la bande sahélienne. Ces 16 ou 17 pays – selon que l'on inclut le Tchad en plus de la Mauritanie et des quinze pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) – constituent un ensemble bigarré et disparate, mais en apparence seulement. Même si au premier abord, il n'y a rien de commun entre un Touareg enturbanné du Niger, un Mandingue de Guinée, un Peul du Sénégal ou un Mandjak du Cap-Vert, les liens ethniques et socioculturels qui unissent les différents peuples de la région sont anciens et profonds.

Selon l'écrivain Saliou Sambou, ancien gouverneur de Dakar, c'est dans la pratique traditionnelle du «cousinage à plaisanterie» que l'on retrouve la meilleure survivance de la tradition africaine de règlement pacifique des conflits. Le cousinage patronymique ou symbolique entre personnes d'ethnies ou de classes sociales différentes est largement répandu dans des pays comme le Mali. Il autorise l'usage de l'humour entre «cousins», qui sont bien souvent aussi des voisins. Ceux-ci peuvent se lancer des boutades et se dire des vérités parfois amères. «Bien plus qu'un divertissement, cet usage de l'humour codifié, qui permet de prévenir ou de résoudre maints conflits, sert à maintenir la paix entre les familles et les populations, selon des règles et des rituels précis», explique Saliou Sambou.

### Échanges et migrations malgré les entraves

Voyageurs et commerçants dans l'âme, les ressortissants ouest-africains sont toujours prêts à s'expatrier là où il y a des possibilités de gagner de l'argent. Malgré les difficultés persistantes dues aux barrages douaniers ou policiers sur les routes, le commerce transfrontalier n'a jamais cessé d'exister. Il est la condition de survie pour de nombreux États sahéliens sans accès à la mer.

Le Mauritanien Ahmedou Ould-Abdallah, qui a dirigé de 2002 à 2007 le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (Unowa), à Dakar, était conscient de la nécessité d'encourager les flux migratoires et les échanges, vitaux pour l'ensemble de la région. Durant son mandat, il n'a cessé de prôner la levée des barrages routiers et de toutes les entraves à la libre circulation des hommes et des marchandises. Pour lui, les défis transfrontaliers, y compris ceux posés par les mercenaires, les enfants-soldats ou la prolifération des armes légères, ne peuvent être réglés que par «une approche régionale intégrée, et non plus État par État». L'ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest recommandait une stratégie plus globale de prévention des conflits, de gestion des crises et de stabilisation post-conflit dans la région.

### Guerres en rafale

Les changements climatiques et l'avancée du désert exacerbent les conflits entre éleveurs et agriculteurs, devenus récurrents à cause des problèmes fonciers qui ne sont toujours pas réglés. Des affrontements sanglants ont ravagé les pays côtiers. Commencée en décembre 1989 au Liberia, la guerre s'est déplacée en Sierra Leone, puis elle a touché de nouveau le Liberia avant de se propager





Le Figaro Magazine/lat



Jorgen Schytte/Still Pictures



Michael Rehder/lat

### Bénin : favoriser l'accès à l'eau potable

Seuls 41% des Béninois qui vivent en milieu rural ont actuellement accès à l'eau potable. Le gouvernement espère porter ce taux à 67% d'ici 2015.

Pour y parvenir, le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (Crepa) propose une solution simple qui ne demande guère plus qu'un peu de soleil et une bouteille en plastique. Créée par l'Institut fédéral suisse pour les sciences et technologies de l'eau (Eawag), cette méthode, baptisée « désinfection solaire de l'eau », utilise les rayons UV-A et la chaleur du soleil pour décontaminer l'eau. Jusqu'ici, le Bénin est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à l'avoir testée. Les maladies diarrhéiques, y compris le choléra, provoquent 17% des décès de nourissons dans ce pays. En Afrique, elles tuent chaque année environ 800 000 personnes, dont 90% sont des enfants de moins de cinq ans.

Pour beaucoup d'experts, le développement de l'Afrique de l'Ouest – qu'il s'agisse du Bénin (en haut et à gauche), du Burkina Faso (à droite) ou d'autres pays – passe par une approche régionale intégrée

en Guinée durant les années 2000-2001. En septembre 2002, la Côte d'Ivoire a basculé à son tour dans la violence. Malgré la promesse renouvelée de la tenue d'élections depuis 2005, le géant économique de l'Afrique de l'Ouest reste aujourd'hui cantonné dans une situation de « ni paix ni guerre ». Ce contexte a un impact non négligeable sur l'activité du port d'Abidjan et, par ricochet, sur celle des autres ports de la région (Lomé, Accra, Cotonou, mais aussi Dakar).

En Guinée, une junte militaire a pris le pouvoir en décembre 2008 après la mort du président Lansana Conté. Selon International Crisis Group (ICG), la situation reste alarmante dans ce pays, du fait notamment de « la présence, à cheval sur les frontières étatiques, d'un grand nombre d'anciens combattants du conflit libérien vivant dans la région forestière ».

### Retour à la stabilité

Aujourd'hui, nombre de ces pays se sont résolument engagés sur la voie de la paix et de la stabi-

lité. La guerre en Sierra Leone s'est officiellement terminée en janvier 2002. Le conflit du Liberia a pris fin avec la fuite en exil de Charles Taylor et celui de la Côte d'Ivoire avec les premiers accords de paix de Ouagadougou, en mars 2007, qui ont permis à l'ancien chef des forces rebelles Guillaume Soro de devenir premier ministre. Fait significatif, c'est le président du Burkina Faso Blaise Compaoré, longtemps soupçonné d'avoir alimenté en vivres et en armes les rebelles ivoiriens, qui s'est mué en faiseur de paix.

Bien que fragile, la paix ou plutôt l'absence de conflit ouvert dans ces pays côtiers aura au moins permis d'entamer le processus de désarmement, d'assurer le retour de milliers de réfugiés et d'amorcer la reconstruction. Mais, plus que tout, elle favorise une véritable approche régionale intégrée, grâce au renforcement du partenariat entre les missions de paix ou les agences onusiennes et les institutions régionales.

Les principales préoccupations viennent des dynamiques socioéconomiques et politiques, ainsi





Wim Kerkhof



Bruno Morand/Hemis.fr/af

Dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest (comme ici au Niger), la population vit principalement de l'agriculture et de l'élevage

que des menaces sécuritaires qui traversent les zones frontalières, vastes et souvent mal contrôlées. Ainsi, le trafic de cocaïne en provenance d'Amérique latine, qui transite par l'Afrique de l'Ouest à destination de l'Europe, a transformé des pays très pauvres, comme la Guinée-Bissau, en « narco-États ».

Dans ce petit pays lusophone, un règlement de comptes au sommet a entraîné début mars la mort du président João Bernardo Vieira et de son chef d'état-major. Ces événements soulèvent nombre de questions quant à l'infiltration des plus hautes sphères du pouvoir par les narco-trafiquants. Tous les États côtiers de la région en sont affectés, notamment la Guinée voisine qui a fait de la lutte contre l'insécurité, la corruption et le trafic de drogue ses trois priorités.

### Stratégies intégrées pour les zones frontalières

Hervé Ludovic de Lys, directeur régional du Bureau de la coordination des affaires humanitaires

de l'ONU, ne voit qu'un seul moyen d'arrêter la propagation de l'instabilité : les besoins et les aspirations des populations des zones frontalières sensibles doivent être mieux pris en compte dans des domaines comme la réforme du secteur de la sécurité, la gestion frontalière concertée, l'assistance humanitaire ou la collaboration avec la société civile. En partenariat avec l'Unowa, il a ainsi organisé en avril 2005 une réunion transfrontalière à Tombouctou entre le Mali, la Mauritanie et le Niger pour permettre à ces trois États sahélo-sahariens de définir des solutions en commun après des années de sécheresse prolongée.

Un atelier similaire s'est tenu en septembre 2005 à Sikasso (Mali). Il portait sur la zone comprenant le sud du Burkina Faso, le sud du Mali et le nord de la Côte d'Ivoire. Enfin, la capitale guinéenne Conakry a accueilli en 2006 une conférence sur la stabilité au sein de l'Union du fleuve Mano, qui réunit la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone. Dernier groupe de pays frontaliers à avoir été identifié pour travailler à l'élaboration

### Burkina Faso : combattre la dégradation des sols

Une mauvaise utilisation des ressources naturelles entraîne la dégradation des terres et la rupture de l'équilibre écologique. Dans un pays comme le Burkina Faso, où l'économie est dominée par l'agriculture et l'élevage, elle peut également engendrer de sérieux conflits. Ces deux secteurs occupent en effet plus de 85% de la population et assurent près de 70% des recettes d'exportation. Aussi les organisations Green Cross Suisse et Green Cross Burkina Faso ont-elles lancé le projet « Prévention des conflits liés à la gestion des ressources naturelles dans le bassin de la Volta ». La commune rurale de Nagréongo a servi de porte d'entrée à cause de la forte pression exercée par les populations sur les ressources naturelles (sol, eau, végétation). Créée en 1994, Green Cross Burkina Faso vulgarise une technologie appelée « Compost plus » qui permet de produire de la fumure organique, indispensable dans la récupération des terres dégradées.

#### Niger: diversifier la production

La localité nigérienne de Yatawa, à 600 kilomètres à l'est de la capitale Niamey, apparaît comme un havre de verdure. Des regroupements de gestion s'y sont développés depuis 2001 dans le cadre d'un programme qui permet aux paysans de bénéficier de prêts renouvelables à des taux préférentiels. Perché sur sa pompe à pied, Abdoulaye se réjouit: «Tout pousse ici, carottes, oignons, choux et même des salades!» À tour de rôle, les adhérents de la coopérative se relaient pour pédaler. C'est le moyen le plus économique pour irriguer les parcelles. «La coopérative a doublé en deux ans la surface de ses terres cultivables. Elle engrange aujourd'hui trois récoltes par an et dégage un surplus grâce à la diversification de sa production», indique un responsable de SOS Sahel Niger. Cette organisation aide également des femmes spécialisées dans l'embouche ovine et soutient le reboisement avec de jeunes plants d'acacias, lesquels représenteront une source de revenus grâce à l'exploitation de la gomme arabique.

et à la mise en place de «stratégies intégrées de développement», le Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau ne se sont pas encore rencontrés. Selon le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, l'essentiel pour ces États est de privilégier l'identification et la promotion de dynamiques de changement. «L'Afrique de l'Ouest a vécu, au cours des dernières décennies, des transformations profondes qui font qu'elle ne devrait pas être perçue comme une région en stagnation mais plutôt en mutation, capable d'adaptations et d'avancées importantes. Il ne s'agit pas de dire que 'tout va bien', mais plutôt de reconnaître les efforts considérables consentis par les Africains de l'Ouest avec l'appui de leurs partenaires au développement», lit-on sur le site Internet de l'organisation.

#### Mutations rurales et urbaines

Les politiques de développement rural ne peuvent plus aujourd'hui se référer aux images du passé. «Au cours des 45 dernières années, le monde rural ouest-africain a profondément changé. L'augmentation de la population et l'urbanisation ont fait de l'Afrique de l'Ouest un marché de nature régionale», souligne l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Cette nouvelle ère est «porteuse de promesses mais aussi de risques», dans la mesure où les plus faibles des ruraux subissent les désavantages du marché sans bénéficier des avantages. «Le passage de l'économie agraire traditionnelle à l'urbanisation et au marché s'est opéré par une consommation accrue d'espace agricole et de ressources naturelles non renouvelées», comme le bois de chauffe. Sous la pression démographique, ces mutations seront sans doute encore plus puissantes et rapides dans les vingt années à venir.

La population urbaine d'Afrique de l'Ouest augmente de 4,4 pour cent par an, ce qui constitue le taux de croissance le plus élevé du monde. D'ici 2020, plus de la moitié des habitants seront probablement des citadins. «Une ville qui comptait 100 000 habitants en 2006 en comptera 160 000 en 2025 du seul fait de sa croissance naturelle et, sans doute, 180 000 si on inclut les apports du monde rural», poursuit l'atlas. «Une partie plus importante qu'aujourd'hui des exploitations agricoles seront bien connectées au marché et en tireront des bénéfices. Les agriculteurs des zones marginales continueront de pâtir des aléas climatiques et de ceux du marché, et peut-être encore plus du fait de l'impact des changements climatiques.» Conclusion de cette analyse: «L'agriculture ne sera pas l'activité unique du monde rural, même si elle en restera le moteur principal. Au-delà, monde rural et monde urbain sont étroite-



Le marché Dantopka, à Cotonou (Bénin), n'est pas seulement le plus grand d'Afrique occidentale. Il symbolise aussi la mobilité et l'esprit commerçant des habitants de cette immense région.

ment liés et leurs relations s'intensifieront davantage. Toute politique ou stratégie de développement devra en tenir compte.»

#### Sortir l'agriculture des champs de la routine

En attendant, la situation qui prévaut dans les campagnes n'est pas reluisante, puisqu'elle ne permet pas aux populations de se nourrir. Pour y remédier, le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf) préconise d'impliquer une large gamme de partenaires dans les domaines de la recherche et du développement. «La routine n'a pas fait avancer l'agriculture. Nous devons faire appel à un nouveau système pour que les agriculteurs, l'industrie, les scientifiques, les industries de transformation de produits alimentaires et autres travaillent ensemble», assure Marcel Nwalozie, du Coraf.

Il faut replacer les agriculteurs, et notamment les femmes rurales, au centre des préoccupations, estime pour sa part Ibrahim Assane Mayaki, directeur exécutif du Hub rural. C'est en effet à cause





Philippe Engelhorn/laif



Philippe Engelhorn/laif



Jens Grosse/laif

Le désert du Sahara, en constante progression, influence largement la vie des populations en Afrique de l'Ouest, des chevriers du Mali aux maraîchers du Burkina Faso, en passant par les caravanes de sel

de la très faible productivité de l'agriculture vivrière que les pays de la région sont obligés d'importer des aliments à des coûts toujours croissants. «L'agriculture a du mal à nourrir les familles. Une personne sur quatre souffre de malnutrition, rares sont les foyers qui ont accès à l'électricité – à peine 7 pour cent des paysans – et la tentation d'émigrer est tenace», ajoute cet ancien premier ministre du Niger. Les gouvernements et les bailleurs de fonds sont donc condamnés, selon lui, à revaloriser les métiers de l'agriculture s'ils veulent résorber les milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché et ne trouvent pas d'emploi.

### Miser sur les énergies renouvelables

L'énergie est un autre point essentiel, qui est souvent oublié. Or, sans accès à l'énergie à bas coût, le développement durable des régions rurales reste illusoire. «Pour des pays dépendants de l'importation de produits pétroliers, et dont l'agriculture est menacée par les changements climatiques, les bioénergies peuvent jouer un rôle clé. Grâce à la biomasse, qui est la plus abondante ressource éner-

gétique de la région, les paysans peuvent produire et utiliser sur place de l'énergie renouvelable. En transformant les végétaux en carburants, en récupérant la chaleur de la combustion des déchets ou le biogaz, de multiples sources d'énergie se créent», recommande Ibrahim Assane Mayaki. Ainsi, une meilleure gestion du bois – 70 pour cent de l'énergie consommée en Afrique subsaharienne – permettrait de lutter contre la déforestation et de préserver de précieux puits de carbone pour l'ensemble de la planète. ■

*\*Christine Holzbauer est correspondante de plusieurs journaux français (La Croix, L'Express et La Tribune) en Afrique de l'Ouest et du centre. Basée d'abord au Mali, puis au Sénégal, elle couvre depuis septembre 2001 tous les grands événements de la région.*

### Mali: l'éducation primaire pour tous

De 2002 à 2007, le pourcentage d'élèves maliens inscrits à l'école primaire a augmenté de 56 à 68% pour les filles et de 78 à 88% pour les garçons. Le gouvernement progresse vers la réalisation du deuxième Objectif du Millénaire pour le développement, qui consiste à assurer l'éducation primaire pour tous d'ici 2015. Cependant, le manque d'enseignants et de places dans les classes a empêché un nombre croissant d'enfants d'intégrer le cursus secondaire. Sur plus de 80 000 élèves qui avaient passé les examens d'entrée à l'école secondaire en 2008, quelque 17 000 n'y ont pas été admis. Pour faire face à ce problème, de nouveaux centres de formation professionnelle vont être construits. D'autant que près de 35% des élèves du primaire ne rempliront pas les critères requis pour accéder au cycle secondaire en 2010, selon le ministère malien de l'éducation.

# Reconnecter l'éducation avec la réalité

En Afrique de l'Ouest, des millions d'enfants sont exclus de l'école, en raison d'une offre éducative insuffisante et inadaptée aux besoins des populations. La coopération suisse contribue à améliorer la qualité de l'éducation. Elle soutient des innovations, comme l'enseignement bilingue, qui réduisent la déperdition scolaire et favorisent le développement.



Grâce aux écoles mobiles, la fréquentation scolaire est montée en flèche parmi les populations nomades du Mali. Ci-dessus : l'école en paille de Laggal Hamassa, dans le cercle de Douentza.

## L'aide suisse en Afrique de l'Ouest

Le secteur de l'éducation est l'un des cinq champs d'activité sur lesquels se focalise la coopération suisse en Afrique de l'Ouest. Les autres sont l'économie locale, avec ses articulations aux niveaux national et mondial, la production agropastorale et la gestion des ressources naturelles, la santé et la décentralisation. Par ailleurs, tous les programmes intègrent deux thèmes transversaux : l'égalité des sexes et la gouvernance. La DDC ancre son action au niveau local. Ces expériences concrètes sur le terrain nourrissent son dialogue politique au niveau national. La Suisse considère aussi les pays dans leur environnement régional, lequel revêt une importance déterminante pour leur devenir.

(jls) Le delta intérieur du fleuve Niger, au Mali, fait vivre un million de personnes, en majorité des nomades. Pour exercer leur activité de pêcheurs ou d'éleveurs, les Bozos, les Peuls et les Touaregs sont toutefois contraints de se déplacer plusieurs fois par an. De ce fait, la quasi-totalité de leurs enfants restent à l'écart du système scolaire. En 2005, l'association locale Delta Survie a pris l'initiative de créer des écoles qui suivent les nomades dans leurs migrations. Les classes se tiennent sous des tentes que l'on démonte le moment venu pour les transporter jusqu'au prochain campement. Ce projet a très vite rencontré l'adhésion des parents. Dans les 22 communautés qui bénéficient déjà d'une école mobile, la fréquentation scolaire est montée en flèche.

Avec l'appui de la DDC et d'autres bailleurs de fonds, Delta Survie prévoit plusieurs améliorations. L'une d'elles consiste à adapter les programmes aux réalités locales. Les élèves n'apprendront pas que les mathématiques, l'histoire ou la géographie, mais découvriront également les savoirs locaux. Des membres de la communauté leur

donneront des cours, par exemple sur les espèces de poisson, la confection des tentes en cuir ou les plantes médicinales.

## Inadéquation du système

Dans ses cinq pays prioritaires (Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin et Tchad), la DDC a soutenu de longue date ce type d'expériences. Innovantes par rapport à l'école classique, la plupart d'entre elles font partie de l'éducation dite « non formelle », qui est souvent la seule accessible aux populations rurales les plus pauvres. L'aide suisse finance notamment la formation de jeunes déscolarisés âgés de 9 à 15 ans, des programmes d'alphabétisation et de formation pour les adultes ainsi que des écoles gérées par les villageois.

En Afrique de l'Ouest, des millions de jeunes ne sont jamais entrés à l'école ou l'ont quittée prématurément. Cette situation est en partie imputable aux politiques éducatives. « Hérité de l'ère coloniale, le système scolaire perpétue les inégalités et il est inadapté au mode de vie des populations », explique Fabienne Lagier, conseillère thématique



pour les questions d'éducation à la DDC. À titre d'exemple, les vacances scolaires ne correspondent pas aux périodes de récolte, durant lesquelles les enfants doivent aider leurs parents aux travaux des champs. Autre problème majeur : l'enseignement est dispensé en français, une langue que la plupart des élèves ne connaissent pas en entrant à l'école. Cette barrière linguistique explique largement les taux élevés de redoublements et d'abandons.

### Le levier international

Cependant, l'appui à des projets et le dialogue avec les gouvernements ne suffisent pas pour réformer ces systèmes en profondeur. C'est pourquoi la Suisse intervient parallèlement au niveau international. L'un de ses principaux partenaires est l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (Adea), un forum de dialogue politique entre bailleurs de fonds et ministres africains de l'éduca-



### Transfert des innovations à l'État

La DDC privilégie l'enseignement bilingue : les apprenants s'initient à la lecture et à l'écriture dans leur langue maternelle, avant de passer à l'apprentissage du français. Elle encourage par ailleurs la conception de formations adaptées aux enjeux du développement rural et susceptibles de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans leur milieu.

Convaincus par ces approches alternatives, plus performantes que l'école classique, certains gouvernements ont commencé de les financer et de les intégrer dans leurs systèmes éducatifs. Ainsi, le Burkina Faso a décidé de généraliser le bilinguisme en s'inspirant d'une expérimentation soutenue par la Suisse et dont les résultats sont éloquent : les taux d'abandon y sont très faibles et les élèves achèvent le cycle primaire en cinq ans au lieu de six. « Il est essentiel que les innovations puissent être intégrées dans les politiques nationales. Notre objectif final est bien la transformation durable des systèmes », souligne Mary-Luce Fiaux Niada, chargée de programme Éducation à la DDC.

tion. La DDC y pilote un groupe de travail sur l'éducation non formelle. « Quand ce groupe a été créé, en 1996, la plupart de nos membres ne croyaient pas aux possibilités du secteur non formel. Mais, grâce à ses efforts de plaidoyer, la perception a complètement changé au fil des années », se souvient Jean-Marie Byll-Cataria, secrétaire exécutif de l'Adea.

L'association s'est fortement engagée en faveur de l'utilisation des langues africaines dans l'alphabétisation et l'enseignement primaire. Elle y a sensibilisé un nombre croissant d'acteurs, et cela jusqu'au plus haut niveau. En effet, l'Union africaine a fait de la question linguistique l'un des sept axes prioritaires de la Décennie de l'éducation en Afrique (2006-2015). C'est la première fois qu'elle traite officiellement ce thème. ■

### Les portes closes de l'école

Les Objectifs du Millénaire pour le développement visent notamment à assurer l'éducation primaire pour tous et l'égalité entre les sexes dans l'enseignement d'ici 2015. Si les tendances actuelles se maintiennent, ces buts ne seront pas atteints. Environ 75 millions d'enfants, dont 55% de filles, n'ont toujours pas accès à l'école. L'Afrique subsaharienne, à elle seule, en compte près de la moitié. Son taux de scolarisation a certes augmenté ces dernières années, pour atteindre 70% en 2006, mais il reste le plus faible du monde. Dans de nombreux pays, la majorité des enfants abandonnent l'école avant d'avoir achevé le cycle primaire. En outre, de profondes inégalités subsistent. Au Sénégal, par exemple, les petits citadins ont deux fois plus de chances d'être scolarisés que les enfants des campagnes. Au Mali, les filles des ménages riches ont quatre fois plus de chances d'aller à l'école que celles des ménages pauvres.

# « Les Américains ne sont pas plus compétitifs que nous »



**Ndiogou Fall**, de nationalité sénégalaise, est né en 1955 à Méckhé, ville située à 120 km au nord-est de Dakar. Cet agriculteur s'engage depuis plus de 25 ans pour la défense de sa profession, d'abord dans sa région puis au niveau national et ouest-africain. Il a notamment dirigé l'Union des groupements paysans de Méckhé et l'Union nationale interprofessionnelle des semences. Actif dès 1985 au sein de la Fédération des ONG du Sénégal (Fongs), il en est devenu le secrétaire général en 1993, avant d'accéder au poste de président, qu'il occupe encore aujourd'hui. Depuis 2000, Ndiogou Fall préside également le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa). À ce titre, il participe régulièrement à des débats ou forums internationaux. Parallèlement, il continue de gérer sa petite exploitation agricole dans le village de Risso, près de Méckhé : sur dix hectares, il produit du mil, de l'arachide et élève une dizaine de vaches.



Michael Riehle/af

Michael Riehle/af

**Malgré un riche potentiel agricole, l'Afrique de l'Ouest dépend des importations pour nourrir sa population et les familles rurales souffrent d'une pauvreté endémique. Pour Ndiogou Fall, président du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), les causes de cette situation sont politiques. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.**

**Un seul monde : L'Afrique de l'Ouest importe toujours plus de céréales, de produits laitiers et de viande. Cela semble paradoxal pour des économies à vocation agricole.**

**Ndiogou Fall :** C'est une honte, car notre région est dotée d'un immense potentiel : des écosystèmes complémentaires, une population jeune à majorité rurale, des fleuves qui comptent parmi les plus longs d'Afrique, des terres agricoles à perte de vue, des forêts, une façade maritime très étendue, etc. Bref, nous avons presque tout ce qu'il faut pour développer notre agriculture. Et pourtant, nous sommes perpétuellement au bord de la famine. Moins de 25% des pâturages sont utilisés ; il en va de même pour les terres cultivables : un quart seulement sont ensemencées et le taux d'irrigation des cultures ne dépasse pas 4%.

**Pourquoi l'agriculture locale ne parvient-elle pas à satisfaire les besoins de la population ?** Cela découle de la logique erronée qui a guidé nos politiques agricoles et commerciales depuis les in-

dépendances. Dans les années 60, certains gouvernements ont décrété que l'agriculture devait se concentrer sur la production de denrées destinées à l'exportation, comme le café, le cacao ou l'huile d'arachide. Lorsque les cours ont chuté, les paysans ne gagnaient plus rien et ont dû quitter leurs terres, ce qui a fait chuter également la production de céréales. Ainsi, après avoir fait boire du café à tous les Européens, nous n'avons pas de mil ou de riz à nous mettre sous la dent. Mais si les gens partent en ville, ils n'arrêtent pas de manger. Vu la pénurie de produits locaux, les citoyens consomment donc essentiellement des marchandises importées.

**À l'heure actuelle, les gouvernements peuvent-ils encore définir des politiques agricoles sans consulter les paysans ?**

Heureusement non. Ils associent de plus en plus les organisations nationales de producteurs à leurs décisions. Mais le problème, c'est qu'ils n'ont jamais accordé d'importance à l'agriculture. Moins de 10% des budgets nationaux sont affectés au secteur





L'Afrique de l'Ouest possède de riches écosystèmes, des sols fertiles et des paysages variés – comme ceux du pays Dogon (à gauche) ou de la région de Ségou au Mali (ci-dessus). Néanmoins, les paysans ne parviennent pas à gagner un revenu décent, parce que l'Europe et les États-Unis écoulent leurs excédents agricoles à bas prix sur les marchés locaux.

agricole, alors que celui-ci occupe plus de 60% de la population. Et encore, cet argent ne sert souvent qu'à assurer le fonctionnement du ministère. Rien de comparable avec les subventions massives pratiquées par les pays industrialisés. L'Union européenne consacre 42% de son budget aux agriculteurs, qui représentent à peine 5% de sa population. Or, la libéralisation du commerce nous expose à la concurrence déloyale de ces agricultures fortement subventionnées, qui viennent écouler leurs surplus en Afrique. Les effets sur nos producteurs sont désastreux.

### Quelles filières sont particulièrement touchées?

La riziculture, par exemple, concurrencée par les importations en provenance des États-Unis. Le paysan américain ne finance de sa poche que 30% de la production, tout le reste est supporté par l'État. En plus, il bénéficie de prix garantis par le gouvernement. Les exportateurs sont eux aussi subventionnés. Résultat: le riz américain est vendu en Afrique de l'Ouest à un prix inférieur au coût de production local, qui est déjà l'un des plus bas du monde. Ce n'est pas de la compétitivité, ce terme sacro-saint dont on nous rebat les oreilles. Si les États-Unis supprimaient toutes ces subventions, leurs paysans ne pourraient pas vendre un seul kilo de riz sur nos marchés. Donc, ils ne sont pas plus compétitifs que nous. Ils bénéficient simplement d'un soutien étatique que nous n'avons pas.

### Comment le Roppa s'y prend-il pour défendre les intérêts des paysans africains?

Sur le plan national, nous aidons les organisations

paysannes à conduire des activités économiques en faveur de leurs membres, à renforcer leurs capacités et à négocier avec les autorités. Parallèlement, nous intervenons au niveau régional, principalement auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Lors des négociations commerciales multilatérales, nous conseillons les délégations officielles de nos pays. Sur toutes les questions importantes pour le milieu rural, le Roppa interpelle les décideurs, fait connaître ses revendications et mène des campagnes d'information.

### Il vous arrive aussi de descendre dans la rue... À quelle occasion, par exemple?

Nous avons organisé des marches de protestation contre les Accords de partenariat économique que l'Union européenne voulait signer avec la Cedeao. Alors que notre agriculture est très faible, on nous demandait d'ouvrir complètement nos marchés. Le Roppa a perçu rapidement le danger de ce libre-échange total et dénoncé les négociations en cours. Finalement, la Cedeao a admis qu'elle n'était pas prête à signer ces accords.

Nous avons également combattu le niveau dérisoire des taxes que les pays ouest-africains appliquent aux marchandises importées. Récemment, ce tarif douanier a été légèrement relevé. C'est une petite victoire, mais cela ne suffit pas à protéger notre agriculture. Les denrées importées restent meilleur marché que celles produites localement. ■

### Défendre les petits paysans

Le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) se bat pour promouvoir et défendre les petites exploitations familiales. À ses yeux, la famille rurale est le socle des sociétés agraires dans les pays africains, un fait que la plupart des politiques agricoles ont ignoré jusqu'ici. Le Roppa veut promouvoir une agriculture qui procure à ces familles un revenu décent et leur permet de rester sur leurs terres. Créé en 2000, il rassemble les plates-formes paysannes de douze pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo). Ces douze structures nationales regroupent toutes les organisations faîtières de producteurs (pêcheurs, éleveurs, maraîchers, producteurs de viande, aviculteurs, etc.) qui se sont constituées dans ces pays depuis les années 70.

# Des couturières fières de leur indépendance



## Exportations record et salaires de misère

Le secteur du textile et de l'habillement, en pleine expansion, représente la principale industrie du Bangladesh. Près de 4800 usines produisent des articles de prêt-à-porter. Durant l'exercice 2007-2008, les exportations ont totalisé 10,7 milliards de dollars, un niveau record. Le Bangladesh est aujourd'hui le troisième plus gros producteur de vêtements du monde. Il a récupéré une partie du marché textile chinois, qui souffre de la hausse continue des salaires. À l'inverse, la concurrence est forte avec le Viêt-nam et le Cambodge. Dans ces pays, comme au Bangladesh, les salaires sont maintenus à un niveau dérisoire afin de limiter les coûts de production. En 2008, la Suisse a importé pour 114 millions de francs d'habits en provenance du Bangladesh.

**Le Bangladesh, dont 45 pour cent des quelque 160 millions d'habitants vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, utilise sa main-d'œuvre bon marché pour doper son industrie textile. Des milliers de femmes convergent vers la capitale Dacca pour se faire embaucher dans les usines. D'autres ont la chance de travailler dans leurs villages, sans contraintes. Par Grégoire Duruz\*.**

Elles interrompent leur travail pour parler un peu. Et sourire au visiteur curieux. Dans une simple bicoque faite de tôles ondulées, une trentaine de femmes tricotent. Des gilets pour bébés, des jouets en coton qui ont la forme de légumes ou de biscuits, des petits cœurs roses... Elles travaillent environ quatre heures chaque matin. Celles qui le veulent reviennent l'après-midi. Jusqu'en 2005, ces artisanes du village de Shilmandi n'exerçaient aucune activité rémunérée. Elles cuisinaient pour la famille et aidaient leurs maris aux champs. Depuis quatre ans, elles sont employées par Hathay Bunano, une organisation non gouvernementale (ONG) bangladaise récemment transformée en entreprise sociale. Leur vie a changé.

«Maintenant, je peux m'acheter un nouveau sari quand je veux. Avant, mon mari me disait: 'Je te donnerai l'argent demain'», jubile Rekha, 38 ans. Éclats de rire étouffés autour d'elle. De ce groupe de femmes, assises en cercle, se dégage un mélange de fierté et de gêne. Fierté de contribuer, au même titre que leurs maris, au revenu du ménage et d'acquiescer à une vraie indépendance. Gêne d'avouer qu'elles aiment les belles choses, comme toute femme: un sari coloré, une paire de boucles d'oreilles, des bracelets dorés... Nazmunahar, âgée de 29 ans, gagne 1500 takas (environ 26 francs) par mois. Elle explique que ce salaire sert à habiller ses deux filles. «Je verse également 400 takas sur leurs comptes d'épargne», précise-t-elle. Quant à Tahmina, 20 ans,



elle tricote au village pour payer ses études dans une université locale. « Mes parents ne me laisseraient pas aller travailler à Dacca avant que je sois mariée. »

### Exode vers la capitale

Soixante kilomètres seulement séparent Shilmandi

Nari, une organisation de défense des femmes ouvrières. « Mais à quel prix ? Elles se retrouvent à cinq ou dix dans un taudis qui n'offre pas d'hygiène suffisante. Et, depuis cinq ans, les usines ont tendance à s'implanter de plus en plus loin en périphérie des villes, ce qui complique la donne pour les travailleuses. »



Grégoire Duruz (2)



de Dacca, mais ils font toute la différence. À l'ambiance paisible du village, où les champs de pommes de terre côtoient les vergers de bananiers, s'oppose le vacarme de la capitale livrée à un trafic incessant du matin au soir. Dacca et son agglomération tentaculaire brassent environ 15 millions d'habitants. Plusieurs centaines de nouveaux visages venus de la campagne s'y installent chaque jour. Largement responsable de cet exode rural, l'industrie textile embauche à tour de bras. Les usines de confection de vêtements se succèdent le long des routes. Bâties sur plusieurs étages, elles se multiplient pour répondre aux commandes qui affluent de l'Occident.

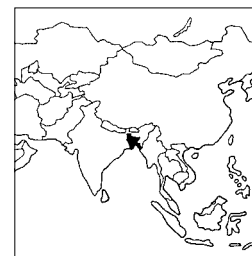
Les produits textiles représentent 75 pour cent des exportations annuelles du Bangladesh. Ce secteur emploie 2,5 millions de travailleurs, dont 80 pour cent de femmes, jeunes et célibataires pour l'immense majorité. La création des premières usines au début des années 80, puis leur explosion dans les années 90, ont permis à des centaines de milliers de femmes d'accéder au marché du travail, d'être reconnues socialement.

« En venant travailler dans les villes, elles s'ouvrent à une nouvelle réalité, à une culture moderne », reconnaît Rokeya Rafique, directrice de Karmojibi

### Création d'emplois dans les villages

Nombre d'organisations affirment qu'il est urgent d'offrir aux femmes des perspectives d'emploi dans l'arrière-pays. La Britannique Samantha Morshed, codirectrice de Hathay Bunano avec son mari bangladais, insiste sur la nécessité de freiner la migration économique vers la capitale : « C'est crucial pour le Bangladesh et pour les femmes elles-mêmes. Au village, elles ne doivent rien dépenser pour leur logement et elles peuvent rester en famille. »

Hathay Bunano promeut depuis 2005 la fabrication de produits textiles *home made*. À Shilmandi, 400 femmes ont suivi une formation de deux semaines pour maîtriser les techniques de tricot ou de crochet. Elles viennent au centre de production pour s'approvisionner en coton et y réaliser les articles commandés. Payées à la pièce, elles peuvent aussi travailler à domicile en parallèle à leurs tâches ménagères. Hathay Bunano emploie à ce jour 3500 femmes réparties dans une trentaine d'ateliers aux quatre coins du pays. Les jouets et les habits pour bébés estampillés du label Ecota Fair Trade, développé au Bangladesh, sont exportés principalement vers la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Australie.





Grégoire Duruz

### La main-d'œuvre s'exporte aussi

Après les vêtements, ce sont les ouvriers du textile eux-mêmes que le Bangladesh commence à exporter. Un premier groupe de 500 expatriés a été envoyé en Roumanie au début de 2008. Bien qu'ils fussent nourris, logés, soignés et payés 500 à 600 dollars par mois (au moins quatre fois plus qu'au Bangladesh), plusieurs ouvriers ont très vite dénoncé leur contrat et demandé des hausses de salaire. Quelque 400 d'entre eux ont même quitté la Roumanie pour aller chercher du travail ailleurs en Europe. À une délégation officielle du Bangladesh venue enquêter sur place l'hiver dernier, les entrepreneurs roumains ont fait part de leur souhait de recruter désormais des travailleuses. Tout aussi qualifiées, les femmes seraient plus dociles... Mais cette réputation n'est peut-être plus d'actualité. Avec le temps, les ouvrières bangladaises ont appris à sortir des usines et à protester dans la rue. Les patrons roumains sont avertis.

### Un salaire d'appoint indispensable

District de Sirajganj, 120 kilomètres au nord-ouest de Dacca. Le hameau de Ratakandi joue sa survie entre deux bras du Brahmapoutre. Chaque été durant la saison des pluies, lorsque le fleuve décuple de volume, le village est inondé, de même que les terres où poussent blé et riz. À Ratakandi, l'extrême pauvreté est palpable. Abdul Manan, sa femme Majeda et leurs quatre plus jeunes enfants se contentent d'une cahute en paille pour dormir, et de poisson une fois par semaine pour accompagner les plats de riz et lentilles quotidiens. Poulet et bœuf sont bien trop chers. Lui, suivant la demande, travaille comme manœuvre agricole ou dans un atelier de tissage pour 100 takas (1,70 franc) par jour. Majeda a rejoint le groupe de cinquante artisanes constitué par Hathay Bunano. Une bénédiction. « Sans l'argent que rapporte le travail de mon épouse, nous ne pourrions pas tourner », souffle Abdul Manan.

Majeda gagne entre 1000 et 2000 takas (17 et 34 francs) par mois en fonction du nombre d'articles tricotés. C'est mieux que l'activité traditionnelle de filage du coton, rémunérée 20 takas par jour. Mieux aussi que le travail en usine à Dacca : le salaire mensuel minimum est fixé à 1662 takas pour six jours de travail sur sept de 8h à 20h (moins une heure de pause à midi). Même les ouvrières qui totalisent la somme de 3000 takas doivent en retrancher plus du tiers pour payer logement et nourriture, forcément plus chers dans la capitale où le prix du riz a doublé en deux ans. « Ici, mon salaire permet à mes enfants d'acheter leur matériel scolaire », sourit Majeda.

### Améliorer et réinventer l'artisanat

Une trentaine d'organisations sont impliquées dans le commerce équitable d'artisanat rural au Bangladesh. En tête de liste figure Aarong, une entreprise à vocation sociale qui emploie 55 000 artisans, dont 85 pour cent de femmes. Ses ventes ont atteint 35 millions de dollars en 2008, dont les trois quarts portent sur des produits textiles : habits, tapis, couvre-lits...

Samantha Morshed s'en réjouit : « Cessons de vouloir combattre la pauvreté, créons d'abord des emplois ! », avance-t-elle avec une pointe de provocation. Le leitmotiv est louable alors que 80 pour cent des pauvres vivent en zone rurale. « Encore faut-il encadrer les petites et moyennes entreprises qui se lancent. Beaucoup souffrent de n'avoir aucun plan d'exploitation et de ne pas bien connaître le marché », relève Fouzia Nasreen, responsable de la division Secteur rural chez Swisscontact. Cette ONG s'est récemment mise à faire dialoguer quelques entreprises exportatrices d'artisanat à Dacca et leurs fournisseurs ruraux, dans le but d'améliorer la fiabilité des produits.

Car c'est là que le bât blesse. « Il faut reconnaître que l'artisanat ici est peu créatif, peu compatible avec les goûts occidentaux et pas toujours de bonne qualité », juge Alain Cuvelier, délégué d'Intercooperation au Bangladesh. Cette autre ONG suisse financée par la DDC soutient près de 70 000 femmes microentrepreneurs qui écoulent leurs produits principalement au niveau local. « Le commerce équitable reste un marché de niche », note Alain Cuvelier. Le coût de production de l'artisanat est un autre obstacle. L'entreprise Aarong exporte pour moins de 200 000 dollars par an d'artisanat, essentiellement parce qu'elle refuse de supprimer des emplois en mécanisant sa production. Forcément, les prix des pays voisins sont plus concurrentiels.

Que faire, dès lors ? Payer moins les femmes au village pour leur garantir un revenu, même maigre, sur le long terme ? Réinventer l'artisanat ? Les alléchants biscuits en... coton d'Hathay Bunano feraient pencher pour la deuxième solution. ■

*\* Grégoire Duruz est un journaliste indépendant de nationalité suisse. Il est basé à Dacca, d'où il collabore avec une dizaine de médias, francophones principalement.*



## La Suisse et le Bangladesh

### La clé du succès : des projets innovants et souples

(bf) Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés de la planète et la moitié de ses 160 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Des progrès considérables ont été accomplis ces dernières décennies, notamment dans des domaines tels que le contrôle démographique, la mortalité infantile, la sous-alimentation ou encore l'égalité des garçons et des filles dans l'accès à l'éducation. Néanmoins, le pays continue de souffrir de sous-développement, de gestion fautive et de mauvaise gouvernance, sans parler des catastrophes naturelles.

La coopération suisse est présente au Bangladesh depuis l'indépendance, en 1971. Elle y réalise un programme diversifié qui vise à réduire durablement la pauvreté. La Suisse n'est qu'un petit donateur, mais sa vaste expérience dans la mise en œuvre de projets innovants et souples fait d'elle un interlocuteur apprécié dans les discussions avec des représentants gouvernementaux.

Le programme actuel, en vigueur jusqu'en 2012, comprend deux grands volets : l'un porte sur les emplois et les revenus, l'autre sur la gouvernance locale. Pour atteindre ses objectifs, la DDC travaille avec différents partenaires : le gouvernement du Bangladesh – notamment les ministères du développement rural et de l'éducation nationale –, des organisations non gouvernementales bangladaises, suisses et internationales, d'autres pays donateurs ainsi que des organisations multilatérales, comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

Le premier volet du programme vise en particulier à augmenter les chances de la population d'accéder à une activité rémunérée, notamment en fournissant une formation de qualité et en facilitant l'accès au marché de l'emploi. Il faut en même

temps rendre ce marché plus ouvert aux pauvres et améliorer les conditions économiques locales offertes à ces derniers. Alors qu'auparavant, l'idée était d'encourager l'autosuffisance des plus démunis, on s'emploie aujourd'hui à soutenir des chaînes de valeur dans leur globalité. Les projets visent à en améliorer chacun des maillons : formation de base et continue, offre et demande, productivité accrue et commercialisation (aussi internationale).

Le volet de la gouvernance locale présente actuellement un intérêt tout particulier, du fait que le Bangladesh traverse une phase de transition qui comporte un difficile processus de démocratisation. C'est pourquoi le programme suisse s'emploie à soutenir le développement de politiques et de pratiques de bonne gouvernance qui tiennent compte des besoins des pauvres. Il faut que les plus faibles puissent non seulement apprendre à reconnaître leurs intérêts, mais également être capables de les défendre et d'accéder aux services publics. Il s'agit par ailleurs d'aider les autorités locales à fournir des services de manière transparente et participative. Enfin, on encourage des réformes politiques destinées à améliorer la situation des pauvres et à stimuler leur participation active. Après les graves catastrophes naturelles qui s'abattent régulièrement sur le Bangladesh, la Suisse apporte des secours d'urgence et contribue à la reconstitution des moyens de subsistance. Elle appuie en outre les efforts entrepris par le gouvernement dans les domaines de la prévention et de la préparation – y compris la mise en place d'un système de détection précoce – afin de réduire les risques liés à ces calamités. ■



Jürgen Schytte/Still Pictures

# Un rêve sur trois roues



**Hana Shams Ahmed** est journaliste au magazine *The Star*, supplément hebdomadaire du *Daily Star* au Bangladesh. Elle fait des enquêtes principalement sur les rapports sociaux entre hommes et femmes, les enfants, le travail, les migrants et les droits des minorités. Le *Daily Star* est le premier quotidien en langue anglaise du Bangladesh. Son tirage dépasse 45 000 exemplaires. Hana Shams Ahmed travaille aussi comme journaliste indépendante et comme traductrice pour des organisations non gouvernementales locales. Elle est membre de Drishtipat.org, un réseau national de militants des droits humains. Elle a étudié à l'Université de Westminster à Londres et suivi une formation postgraduée en journalisme international.

«Hé, chef! Pousse-toi un peu sur la gauche!» Shagor, mon conducteur de rickshaw, apostrophe au passage un de ses confrères. Je l'ai engagé pour la journée, en lui demandant de venir devant ma porte après 10 heures. Il arrive bien avant, pour éviter le trafic matinal. Ce n'est pas tous les jours qu'il a un client «sous contrat» qui lui payera 500 takas (8,40 francs) pour travailler de 10 à 17 heures. Les bons jours, il peut gagner la même somme en travaillant de 7 à 19 heures. Et les mauvais jours, il n'arrivera peut-être qu'à 300 takas.

Mohammad Shagor Hossain, 38 ans, est arrivé à Dacca il y a vingt ans, avec ses parents et son frère aîné, à la recherche d'une vie meilleure. La famille venait de Khalishpur, dans le sud du Bangladesh. Shagor a d'abord travaillé comme conducteur de bus pour la compagnie étatique Bangladesh Road Transport Corporation. Mais il a perdu son emploi lorsque l'exploitation des bus a été confiée à une entreprise privée; depuis lors, il tire des rickshaws.

Tandis que nous circulons à travers le trafic dément de la rue Satmasjid, nous entendons une collision derrière nous: il semble que deux rickshaws se soient heurtés lors d'une tentative de dépassement. «Shala!», jure Shagor. Il continue de rouler, tout en se retournant avec un sourire timide qui révèle l'absence de quelques dents. «Ne vous en faites pas. Je suis un pro, rien ne peut vous arriver dans mon rickshaw», me rassure-t-il.

Shagor habite dans le quartier d'Agargaon avec sa femme et sa fille cadette. L'aînée, âgée de cinq ans, vit avec ses grands-parents maternels dans un villa-

ge du district de Mymensingh, au nord du pays. Shagor explique que cela devenait trop cher d'élever deux enfants en ville. De plus, la fillette a commencé l'école au village et se sent si bien chez ses grands-parents qu'elle ne voudrait même plus revenir à Dacca.

Après avoir été chassé d'un bidonville sous le précédent gouvernement, Shagor s'est installé dans un autre, où il vit depuis quatre ans. Son loyer s'élève à 300 takas par mois. Il devrait payer 200 takas de plus pour avoir l'électricité, mais n'en a guère les moyens. Une bonne partie de ses gains vont au propriétaire du rickshaw: une location de 80 takas jour après jour, ce n'est pas une bagatelle. Pourquoi ne fait-il pas un emprunt pour acheter son propre véhicule, qui lui coûterait 25 000 takas (425 francs) avec l'immatriculation? «Qui me ferait crédit? Je n'ai rien à offrir en garantie», dit-il.

Je demande à Shagor de m'emmener chez lui. Il commence par croire que ce n'est pas sérieux, ce qui m'oblige à lui répéter que je souhaite voir où il habite. «Je ne crois pas que vous devriez venir chez moi, répond-il, vous y serez mal à l'aise.»

Agargaon est un quartier agréable, encore épargné par la folie du trafic urbain. Après un itinéraire plutôt sinueux, nous voici arrivés au bidonville où se trouve la baraque de Shagor. Sharmeen, sa jeune femme, est occupée à préparer le repas du jour. Leur fillette de deux ans s'élance joyeusement vers son père. À l'extérieur, il y a trois fourneaux en terre cuite, à l'intérieur, un petit lit double et une étagère en bambou. Je dis à Sharmeen pour plaisanter que nous sommes venus partager son repas. «Pas de problème, me sourit-elle, vous mangerez ce que je suis en train de préparer. Ce n'est pas grand-chose, mais je serais très heureuse que vous restiez.»

De retour dans la rue, alors que nous roulons en direction de l'université, je suis surprise d'apprendre que Shagor a fait des études secondaires, avant de devenir conducteur de rickshaw. Mais il n'a aucun regret. Il est très heureux d'avoir un travail et un toit. Le nombre réel de rickshaws est inconnu, car beaucoup ne sont pas immatriculés, mais on estime que la capitale en compte plus de 250 000. C'est un moyen de transport pratique et écologique. Tirer un rickshaw est très pénible, surtout dans la chaleur de l'été, mais c'est une bonne source de revenus pour de nombreux pauvres comme Shagor. ■

(De l'anglais)



Shahzad Noorani/Still Pictures





## La crise ne frappe pas que le Nord

Depuis quelques mois, nous sommes fascinés par des marchés financiers en crise et des déroutes bancaires, par la peur de la récession économique et du chômage, par les déficits publics et autres nouvelles du même genre. Les populations et les pays du Sud sont en revanche peu présents dans nos conversations.

Beaucoup ont commencé par croire que la crise financière frappe essentiellement les nations industrialisées du Nord, qu'elle épargne plus ou moins les pays dont le secteur financier est peu développé. C'était une erreur. Les turbulences ont rapidement gagné l'Europe de l'Est, dont le secteur bancaire est étroitement lié aux établissements occidentaux. Et le Sud en ressent lourdement les répercussions depuis fin 2008 – quoique dans des proportions variables d'un pays à l'autre.

Les transferts de capitaux, et donc les investissements, régressent en fonction du pessimisme économique ambiant. Les recettes tirées des exportations et du tourisme sont en baisse. Le produit de la vente de certaines matières premières s'est effondré. De surcroît, beaucoup de migrants ne sont plus en mesure d'envoyer de l'argent à leur famille restée au pays. Or, ces envois de fonds représentent plus de trois fois le volume global de l'aide publique au développement. Devenus chômeurs, de nombreux émigrés retournent dans leur patrie, où ils ont toutes les peines du monde à s'en sortir. De tels déplacements ont même lieu à l'intérieur de certains pays: en Chine, plus de 20 millions de personnes ont perdu leur emploi; beaucoup ont regagné les provinces pauvres dont elles sont originaires.

Qu'en est-il du financement de l'aide au dévelop-

pement? On peut craindre une baisse des contributions privées. Du côté des fonds publics, la plupart des pays donateurs ont déjà fixé leurs budgets pour 2009, mais nous ne savons pas quelles sont les perspectives à moyen terme. Les succès remportés ces dernières années dans la lutte contre la pauvreté risquent d'être compromis. Le danger, c'est de voir surgir une nouvelle misère, sans qu'on ait les moyens de la soulager. En cette période difficile pour beaucoup de Suissesses et de Suisses également, il est important de ne pas oublier les habitants de l'Est et du Sud. Les stratégies destinées à surmonter la crise doivent tenir compte de ces régions. C'est le seul moyen de maîtriser vraiment la situation.

Une crise n'est pas seulement une régression et une raison de se montrer pessimiste. Il est important de voir aussi les opportunités qu'elle présente et de s'en saisir pour trouver des solutions judicieuses. Celles-ci incluent des réponses globales, comme une meilleure architecture financière, un système commercial mondial plus équitable ou un bon régime climatique. Mais il peut aussi s'agir d'améliorations et d'ajustements au niveau des programmes, des projets et des réalisations concrètes. Des décisions politiques devront être prises, afin de garantir les moyens nécessaires à la coopération au développement et à l'aide humanitaire. Là comme ailleurs, c'est dans la tête que l'on commence à surmonter une crise. ■

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Redux/af



David Bufow/Redux/af

## Le courage de devenir policière en Afghanistan

**La reconstitution des forces de police afghanes intervient alors que la violence ne cesse d'augmenter dans le pays, faisant des milliers de victimes. Comme toujours, les femmes subissent de surcroît des violences domestiques. Un programme de promotion de l'égalité au sein de la police devrait endiguer ce phénomène.**

(mr) La Constitution afghane ne laisse planer aucune doute: hommes et femmes sont égaux en droit. Dans le cadre des vastes réformes juridiques entreprises en 2001 après la chute du régime des talibans, l'égalité des sexes a été inscrite dans la législation, mais cela n'a pratiquement pas eu d'impact sur la vie quotidienne des Afghanes. La probabilité de vivre dans la misère est nettement plus élevée pour une femme que pour un homme en Afghanistan.

Dans certaines régions reculées, en particulier les provinces du sud, le droit coutumier a plus de poids que la législation formelle. La plupart des femmes doivent encore porter la burqa. Elles courent toujours un véritable danger si elles occupent un emploi, vont à l'école ou sortent dans la rue. Quelques progrès ont été réalisés. Cependant, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme estime qu'une Afghane sur trois a déjà été battue, violée ou maltraitée d'une manière ou d'une autre au moins une fois dans sa vie. Les agresseurs appar-

tiennent généralement au cercle familial. En tout cas, ils sont connus de leurs victimes. Pourtant, il est rare que l'un d'eux soit dénoncé et puni.

Face à la généralisation de la violence, qui ne vise pas uniquement les femmes et fait des milliers de morts, le gouvernement afghan a décidé de renforcer le corps de police. La Suisse participe aux efforts internationaux entrepris pour rétablir l'ordre public et réformer le secteur de la sécurité.

### **Policieres en patrouille**

L'engagement suisse s'inscrit dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la loi et l'ordre (Lofta). Celui-ci a été créé en 2002 par l'ONU en collaboration avec les ministères afghans des finances et de l'intérieur. Il est géré par le Programme des Nations Unies pour le développement. La Suisse finance notamment les programmes qui visent à atténuer la violence contre les femmes. Depuis 2003, le Lofta a par exemple permis de recruter environ 300 policières.





Étant donné leur statut dans la société, rares sont les femmes qui souhaitent devenir policières en Afghanistan. Pourtant, leur présence est indispensables au sein des forces de l'ordre, notamment afin d'endiguer la violence que subissent les Afghanes.

« Vu le statut de la femme dans cette société, il n'a pas été facile de trouver des Afghanes ayant le courage de faire ce métier. Or, pour enrayer la violence contre les femmes, il est indispensable que certaines d'entre elles travaillent au sein de la police et s'occupent des victimes », explique Michael Gerber, chargé de programme à la DDC. La campagne de recrutement a connu un succès très variable d'une province à l'autre. On a trouvé un nombre suffisant de candidates à Kaboul, la capitale, et dans la province de Bamyan, plutôt progressiste en matière d'égalité. En revanche, la tâche s'est révélée ardue, voire impossible, dans les régions contrôlées par les talibans.

Avant le lancement du projet, 162 femmes travaillaient dans la police nationale, mais elles étaient affectées pour la plupart à des tâches de bureau. Aujourd'hui, elles sont trois fois plus nombreuses et occupent des fonctions plus variées : il n'est pas rare que des policières mènent des enquêtes et patrouillent à l'extérieur. Tout comme leurs collègues masculins, elles suivent une formation stricte et sont armées lorsque la mission l'exige. Elles portent le même uniforme qu'eux, assorti d'un voile dans certaines provinces. L'Afghanistan compte au total quelque 62 000 policiers, dont environ 80 pour cent à Kaboul. Et 60 pour cent de ces derniers travaillent au ministère de l'intérieur.

### Services d'accueil pour les femmes

Pour garantir l'égalité des droits au sein de la police, il ne suffit cependant pas de recruter des femmes. Car les policières risquent d'être menacées et prises à partie non seulement lors d'interventions sur le terrain, mais également par leurs propres collègues. C'est pourquoi une déléguée à

l'égalité a été nommée au sein du ministère de l'intérieur. Elle s'occupe de toutes les questions de genre et met en œuvre divers programmes dans ce domaine.

Le projet a également créé cinq services d'accueil pour les femmes victimes d'agressions. Auparavant, il n'en existait qu'un, qui avait été mis sur pied à Kaboul à titre expérimental. « Jusqu'ici, les femmes victimes de violences n'avaient guère la possibilité de dénoncer les agressions qu'elles subissaient, car il n'y avait que des hommes dans les postes de police. Désormais, elles sont reçues par des policières qui les conseillent et peuvent, au besoin, les loger dans des foyers pour femmes », explique Michael Gerber. L'ouverture des services d'accueil donne déjà des résultats : maintenant, les femmes sont nettement plus nombreuses à oser s'adresser à la police.

Les responsables du projet escomptent par ailleurs que la présence féminine dans les forces de l'ordre sensibilisera les policiers aux préoccupations des femmes et endiguera la corruption. Les expériences réalisées dans divers pays ont en effet montré que des corps de police mixtes sont moins sujets à ce phénomène.

C'est une tâche très rude qui attend les nouvelles agentes. En septembre dernier, la capitaine Malalai Kakar, la policière la plus célèbre d'Afghanistan, a été abattue en pleine rue par les talibans. Spécialisée dans la poursuite des crimes contre les femmes, elle travaillait à Kandahar, dans le sud du pays, depuis la chute du régime fondamentaliste. ■

(De l'allemand)

### Gestion électronique des salaires

Dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la loi et l'ordre (Lofta), la DDC finance aussi l'introduction d'un système électronique de décompte des salaires au sein de la police nationale afghane. Jusqu'à présent, le ministère de l'intérieur traitait manuellement les données personnelles et le versement des salaires. Cela engendrait souvent des retards de paiement pour les fonctionnaires stationnés en province et faisait le lit de la corruption. Grâce au nouveau système, on peut désormais retracer les transactions financières. La base de données fournit des informations sur les employés, les salaires et les coûts salariaux. Elle permet aussi de connaître tous les types de dépenses assumées par les diverses forces de police, au niveau provincial et national. En Afghanistan, un policier gagne environ 93 francs par mois.

# Développement en réseau à Cuba



The New York Times/Redux/af

**Un petit projet peut déployer de grands effets. Il suffit parfois d'une table, d'une chaise et d'un ordinateur pour faire bouger les choses. C'est ce que montrent à Cuba les Maisons du développement local.**

(gn) En toute logique, les habitants d'une commune savent mieux que le gouvernement central ce qu'il faut faire pour assurer le développement local et comment organiser cela le plus efficacement possible. Ce postulat se confirme actuellement à Cuba : avec le soutien de la DDC et d'autres partenaires internationaux, le Bureau de l'historien de la ville de La Havane a ouvert en 2006 un premier centre de rencontres, qui comprend une salle de réunion, une bibliothèque et des ordinateurs connectés à Internet.

Cette Maison du développement local est vite devenue un lieu d'échanges et de mise en réseau. Les responsables de la municipalité y discutent avec des acteurs d'horizons très divers. Ils participent activement à la conception des programmes de développement et à leur réalisation au niveau local.

## Des citoyens prennent l'initiative

Le succès de ce projet mené dans la capitale a suscité l'ouverture de centres équivalents dans dix autres villes cubaines. Le plus souvent avec des moyens très simples : « La commune met un local à disposition. Nous finançons l'acquisition de l'infra-

structure, à savoir une table, une chaise et un ordinateur relié à Internet. Une fois que cela est en place, les gens s'organisent eux-mêmes », explique Beatrice Ferrari, chargée de programme pour Cuba à la DDC. Au départ, cette dernière craignait que la municipalité rechigne à voir toutes sortes d'acteurs intervenir, mais ses inquiétudes se sont rapidement dissipées : « Les autorités se sont vite adaptées au rôle qui leur incombe. Elles se montrent aujourd'hui enchantées d'assumer elles-mêmes la responsabilité d'un développement coordonné et adapté aux réalités locales. »

L'évidence est là : lors le programme gouvernemental de construction de logements est aménagé pour répondre aux besoins locaux, par exemple, on peut travailler de manière plus efficace. Lorsqu'il s'avère plus raisonnable de rénover que de construire du neuf, on économise de l'argent qui peut être investi ailleurs. Et quand le réseau local permet de faire venir le sable d'une carrière proche, plutôt que de l'autre extrémité de l'île, cela ne profite pas seulement aux entrepreneurs de la commune. ■

(De l'allemand)

« Elle est la racine et le sel de la liberté : la commune. »  
*José Martí, poète national cubain*

« Le centre de développement local, que nous avons récemment inauguré à Jatibonico, est devenu une plate-forme privilégiée pour l'intégration des questions techniques et du travail de développement dans notre commune. »  
*Jorge Perez Caveda, président du Conseil général de Jatibonico*



### Trois programmes dédiés à des défis mondiaux

(mq) Les pays en développement sont durement frappés par des phénomènes comme le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les flux migratoires. C'est pourquoi la DDC s'emploie de longue date à relever ces défis planétaires et milite pour une mondialisation propice au développement. Afin d'assurer un traitement systématique des thèmes essentiels, elle a mis sur pied les trois programmes globaux « Changement climatique », « Sécurité alimentaire » et « Migration ». Ces programmes, rattachés au domaine de la coopération globale, élaborent des contributions concrètes de la Suisse à la maîtrise des défis mondiaux. Ils mettent en œuvre des projets ciblés et alimentent les discussions internationales.

Les problèmes globaux exigent des solutions tout aussi globales : l'élaboration de plans d'action à l'échelle mondiale requiert un dialogue international nourri auquel la Suisse participe activement. Dans les trois domaines en question, notre pays dispose de connaissances spécifiques et d'une grande expérience. La DDC peut mettre à profit ce bagage dans son dialogue politique avec les pays partenaires ou lors de négociations multilatérales. Membre de la délégation gouvernementale suisse chargée de négocier le futur accord international sur les changements climatiques, elle plaide pour des conditions équitables et réalisables dans les pays en développement et en transition.

La DDC poursuit par ailleurs des activités relevant des programmes globaux dans ses pays

prioritaires, mais aussi dans les pays émergents. Certains d'entre eux, appelés « pays pivots » – Afrique du Sud, Nigeria, Inde, Chine et Brésil –, revêtent une importance particulière en raison de leur poids économique et de leur influence politique sur les États voisins. Il est indispensable de les associer directement à la production d'énergies respectueuses de l'environnement. En effet, leurs rejets de gaz à effet de serre augmentent parallèlement à leur essor économique. Le potentiel de réduction de ces émissions est donc important si l'on prend des mesures appropriées. De plus, les pays environnants subissent de plein fouet les répercussions de cette pollution par le CO<sub>2</sub>. C'est pourquoi le programme global Changement climatique appuie notamment l'électrification de

zones rurales sur la base d'énergies renouvelables comme la biomasse ou de petites centrales hydroélectriques. Il encourage également l'amélioration de l'efficacité énergétique, par exemple dans la production de briques en Inde.

Une autre préoccupation importante concerne le transfert de connaissances du Nord vers le Sud, ainsi qu'entre les pays pivots et leurs voisins (coopération Sud-Sud).

Les programmes globaux travaillent en étroite collaboration avec les sections régionales de la DDC, dont ils soutiennent et renforcent les activités sur le terrain. Car la solution à un problème global ne peut déployer ses effets que si elle est mise en œuvre à l'échelle locale.

## Au fait, qu'est-ce que la corruption ?

(bf) Le mot corruption vient du latin *corrumpere* et signifie altérer, gâter ou, au sens moral, pervertir, soudoyer, suborner. Selon la définition mondialement reconnue de Transparency International – une organisation non gouvernementale qui se consacre à la lutte contre ce fléau –, la corruption est « l'abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées ». La corruption « active » désigne l'acte d'une personne qui propose de l'argent ou un service à un agent public pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions. La corruption « passive » consiste à accepter un tel marché. Dans le secteur public, la corruption se pratique par exemple lors de la passation de marchés ou de concessions, ou encore dans les relations avec les autorités fiscales ou douanières. Elle est également fréquente dans le secteur privé, par exemple lorsqu'un homme d'affaires soudoie des employés d'une entreprise partenaire ou concurrente. La corruption existe partout, mais elle a des répercussions particulièrement graves dans les pays en développement, où l'état désastreux des finances publiques contraste souvent avec une grande richesse en ressources naturelles. Dans un tel contexte, la corruption s'avère un frein catastrophique au développement : les populations de ces pays sont privées des services publics qu'elles pourraient légitimement attendre de l'État et qui correspondent généralement à des droits fondamentaux (droit à la santé, à l'éducation, à l'eau, etc.). Une lutte efficace contre la corruption requiert d'une part des mesures directes – réforme du droit pénal, organes anticorruption

ou protection des informateurs. D'autre part, la corruption est avant tout le symptôme d'une mauvaise gestion des affaires publiques. C'est pourquoi il faut la combattre également de manière indirecte, en supprimant ses causes. Diverses mesures peuvent y contribuer : une amélioration de l'accès à l'information, des réformes de la justice et des services publics, la passation de marchés par appels d'offres publics, ainsi que des mécanismes de reddition des comptes entre les autorités et la population civile. La Banque mondiale évalue le volume de la corruption à 1000 milliards de dollars par année, un montant dix fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement.



Jenny Matthews/Panos/Strafes

# La concentration n'est pas un gage d'efficacité



Sven Torfinn/leif

**Dans le débat sur l'efficacité de la coopération au développement, on oppose souvent la volonté de concentrer les activités au «principe de l'arrosoir», jugé trop dispendieux. Mais la concentration comporte aussi des risques et n'est pas toujours la solution idéale. De Gabriela Neuhaus.**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le gouvernement tanzanien doit adresser chaque année quelque 2400 rapports à ses donateurs ; selon une étude de l'Union européenne, le Viêt-nam a accueilli 791 missions de développement en 2005, soit plus de trois délégations par jour ouvrable. Dans de tels cas, le rapport coût-utilité est manifestement déséquilibré et une alliance des forces s'impose de toute urgence.

Le nombre d'acteurs qui lancent leurs propres projets et programmes de développement s'est sensiblement accru au cours des dernières années : outre les agences étatiques bilatérales, les organisations multilatérales et les organisations non gouvernementales, on trouve aujourd'hui de plus en plus de fondations privées et de partenariats public-privé sur le marché de l'aide. Si cette évolution garantit la variété de l'offre, elle crée aussi une véritable jungle, des doublons et des frais énormes, en particulier pour les pays bénéficiaires.

## **Tendance à long terme**

Ces dernières années, des efforts de concentration

et d'harmonisation ont été entrepris à différents niveaux afin d'accroître l'efficacité de l'aide internationale. Ainsi, les pays donateurs et bénéficiaires, de même que les organisations multilatérales, ont adopté en 2005 la Déclaration de Paris qui les oblige à mieux coordonner leurs activités.

En Suisse aussi, le débat sur les moyens d'améliorer l'efficacité de la coopération tend vers une plus grande concentration. L'an dernier, le Parlement a adopté deux interventions qui demandaient de limiter l'aide publique au développement à certains thèmes clés et à quelques pays prioritaires. Les arguments avancés tombent sous le sens : pour apporter une aide efficace, il faut atteindre une masse critique en termes de finances et d'influence ; si les prestations sont trop morcelées, leur efficacité diminue.

C'est pour cette raison que la coopération au développement tend à concentrer ses activités depuis les années 80 déjà : beaucoup de petits projets ont été abandonnés ou intégrés dans des programmes plus grands ; les acteurs du développement se sont spécialisés sur certains domaines thématiques. Ce





Qu'il s'agisse de soutenir le système de santé en Tanzanie, de fournir une aide humanitaire (comme ici au Myanmar) ou d'encourager la recherche sur le riz au Viêt-nam (page suivante), la Suisse concentrera à l'avenir ses activités de coopération sur un nombre limité de pays et de thèmes

mouvement est allé de pair avec une concentration géographique: entre 1993 et 2006, le nombre des pays prioritaires de la DDC est passé de 24 à 14. L'œuvre d'entraide catholique Action de carême, présente naguère dans 61 pays, ne réalise aujourd'hui plus que seize programmes nationaux.

### Les «chouchous» et les laissés-pour-compte

La proposition de concentration la plus draconienne remonte à mars 2007: il s'agit du code de conduite présenté par l'Union européenne (UE). Ce texte vise à réduire les doublons dus au fait que l'UE en tant qu'organisation et ses divers États membres interviennent en parallèle dans certains pays en développement. Non contraignant sur le plan juridique, le code de conduite stipule que seuls deux États de l'UE peuvent œuvrer simultanément dans un même pays en développement et que chaque bailleur de fonds limite ses activités à trois secteurs.

Cette règle a non seulement le mérite d'accroître l'harmonisation des activités, mais aussi de réduire le fossé entre les «chouchous» et les laissés-pour-compte de la coopération. Elle évite en effet que toute l'aide converge vers les mêmes pays qui ont la cote auprès des donateurs.

Sous le mot d'ordre « Unis dans l'action », l'ONU a également lancé un projet destiné à concentrer ses forces. Mené tout d'abord dans huit pays pilotes, il vise à regrouper davantage les activités des diverses institutions onusiennes. Ainsi, les seize orga-

nismes de l'ONU actifs au Viêt-nam seront réunis dans un même immeuble à partir de 2010. Pour des motifs analogues, divers pays donateurs ont lancé l'idée de se représenter mutuellement dans leurs pays partenaires. Ainsi, la Suisse et l'Autriche envisagent de gérer un bureau de coordination commun au Bhoutan.



### Concentration thématique

Pour ce qui est du contenu, la DDC s'est fixé sept priorités, étroitement liées aux Objectifs du Millénaire pour le développement: emploi et revenus; agriculture et développement rural; éducation; santé; eau; ressources naturelles et environnement; promotion de la démocratie. La DDC se spécialise également sur la coopération régionale, la prévention des conflits et les migrations. En fonction du contexte et des besoins, ces thèmes peuvent eux aussi devenir des axes prioritaires de son action.



Bruno Morand/hemis.fr/lat

### Concentration géographique

Dès 2012, la DDC concentrera ses activités bilatérales sur douze pays ou régions prioritaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine: Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Mozambique, Tanzanie, Bangladesh, Népal, région du Mékong, Bolivie et Amérique centrale. Elle consacrera au moins 20 millions de francs par an à chaque pays prioritaire, ce qui lui permettra de jouer un rôle décisif parmi les donateurs bilatéraux. La DDC réalisera également six programmes spéciaux (Afrique australe, région des Grands Lacs, Afghanistan, Mongolie, Palestine et Cuba). Quant à l'engagement du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), il se concentrera sur sept pays prioritaires, qui ne comptent plus parmi les plus pauvres: Égypte, Ghana, Afrique du Sud, Indonésie, Viêt-nam, Colombie et Pérou.

Infos complémentaires sur le message Sud: [www.ddc.admin.ch/fr/Dossiers/Message\\_Sud\\_et\\_message\\_complementaire/Message\\_Sud\\_2009\\_2012](http://www.ddc.admin.ch/fr/Dossiers/Message_Sud_et_message_complementaire/Message_Sud_2009_2012)

### «Nous ne sommes pas une épicerie»

Comme le prévoit le message du Conseil fédéral sur la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement (message Sud), pour les années 2009 à 2012, la DDC poursuivra la concentration de ses ressources: fin 2012, elle ne comptera plus que douze pays prioritaires (lire texte en marge) et ses programmes nationaux n'engloberont pas plus de trois Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Au total, les activités de la DDC se concentreront sur dix thèmes. Il reste à déterminer quelles seront les implications pratiques de ces choix.

Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, plaide en faveur d'un ciblage accru de l'aide sur les besoins des plus démunis. «Même si sa coopération au développement est plus orientée vers la pauvreté que celle d'autres pays donateurs, la Suisse est appelée à concentrer davantage ses moyens, qui sont limités, à la réalisation des Objectifs du Millénaire», écrit-il dans son ouvrage intitulé *À qui profite l'aide au développement?*

Vu les exigences de plus en plus complexes auxquelles doit répondre la coopération, la concentration thématique ne doit cependant pas conduire à la suppression de certains contenus, souligne Bernhard Wenger, chargé de programme Analyse et politique à la DDC et coauteur du message Sud. Il met aussi en garde contre une euphorie de la concentration: «Nous ne sommes pas une épicerie avec un assortiment prédéfini, dont nous pouvons biffer sans autre les articles les moins demandés. La force de la coopération suisse au développement réside dans le fait que nous nous mettons à l'écoute de nos partenaires et que nous élaborons avec eux des programmes répondant à leurs besoins. Cette approche exige beaucoup d'ouverture et une grande faculté d'adaptation sur le plan thématique.»

Bernhard Wenger rejette les propositions extrêmes, formulées lors du débat politique, qui suggéraient de concentrer l'aide sur trois à cinq pays prioritaires: «Dans l'intérêt de sa politique étrangère, la Suisse doit rester présente sur plusieurs continents et y déployer une aide qui atteigne une certaine masse critique.»

### Éviter le cumul des risques

Concentrer la coopération sur une poignée de pays revient à cumuler les risques. Le message Sud, adopté par le Parlement, décrit clairement le danger qui en résulte: «Un nombre trop limité de pays prioritaires accroîtrait la dépendance réciproque, restreindrait l'autonomie des deux parties et comporterait des risques accrus en cas de crises politiques.» La concentration, souligne Bernhard Wenger, ne conduit pas automatiquement à de meilleurs résultats et à une plus grande efficacité.

En fin de compte, c'est au niveau politique qu'il faut définir ce que l'on entend par concentration et quels en sont les objectifs concrets. Il n'est pas prévu que la coopération suisse au développement se concentre exclusivement sur ses pays prioritaires et sur ses thèmes de prédilection. À l'avenir, la DDC continuera donc à fournir une aide humanitaire qui dépasse ses priorités géographiques et thématiques. Elle n'abandonnera pas les pays fragiles à leur sort. Elle poursuivra ses programmes, même en dehors du cercle des pays prioritaires, afin de contribuer à la réalisation des OMD et à la résolution des problèmes mondiaux que posent l'alimentation, l'eau et le climat. ■

(De l'allemand)



# Un développement industriel incohérent

J'ai toujours déploré la gabegie qui caractérise nos stratégies de développement en Afrique du Sud. D'abord, elles se concentrent sur les villes, alors que les régions rurales sont plongées dans une pauvreté endémique. Résultat : des millions de personnes affluent vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi, faisant grossir les bidonvilles qui poussent comme des champignons à la périphérie de toutes les grandes cités. Elles découvrent trop tard que les rues de Johannesburg ne sont pas pavées d'or. Seul le chômage est à l'ordre du jour.

Les groupes les plus défavorisés de la société ne sont un sujet de préoccupation que dans la rhétorique politicienne. En pratique, il n'y a pas grand-chose qui descende jusqu'à eux. L'État dépense des sommes gigantesques pour entretenir les élites nationales. Celles-ci peuvent ainsi assouvir leurs besoins extravagants, au détriment de la grande majorité des travailleurs et des chômeurs qui vivent dans les ghettos. Le « développement » se résume à construire de somptueux temples de la consommation (centres commerciaux, hôtels de luxe, etc.), tandis que les sites de production sont en perte de vitesse (par exemple, des usines ferment à cause de la

concurrence des produits chinois bon marché).

Le Gautrain est un exemple flagrant de développement industriel incohérent. Cette nouvelle liaison ferroviaire couvre les 80 kilomètres qui séparent Johannesburg de Pretoria, en passant par l'aéroport international OR Tambo. On espère qu'elle soulagera l'autoroute la plus congestionnée du continent. En février dernier, il y avait beaucoup d'excitation lorsque 150 invités sont montés à bord de ce train luxueux pour son voyage inaugural. Les voitures construites en Angleterre sont spacieuses, confortables et généreuses en places assises. À l'arrivée, le premier ministre de la province de Gauteng déclarait, radieux : « Le trajet a été rapide et agréable pour tout le monde. »

Bien que ce projet ait déjà coûté la somme faramineuse de 35 milliards de rands (4,2 milliards de francs), les autorités n'ont pas honte d'admettre que le Gautrain n'a jamais été conçu comme une alternative au transport public de masse. D'ailleurs, il ne s'arrête dans aucun des townships noirs où vivent les pauvres. C'est bien la preuve que ce train est réservé au beau monde qui circule normalement en voiture entre les deux villes.

La province de Gauteng – moteur industriel et financier de l'Afrique du Sud – a besoin d'un système de transports en commun destiné aux catégories défavorisées, lesquelles se trouvent être largement majoritaires parmi les habitants de la région. Ces communautés sont actuellement « desservies » (dans les deux sens du terme) par un réseau ferroviaire délabré et périlant, ainsi que par des taxis collectifs imprévisibles, dangereux, peu réglementés et qui malmènent leurs passagers. Les 35 milliards de rands consacrés au Gautrain auraient été mieux investis dans un système de transports profitant à davantage d'usagers qu'à cette infime minorité de privilégiés. Il est obscène de dilapider tant d'argent public pour le seul bénéfice d'une élite de pendulaires qui a d'autres moyens de se déplacer.

L'adjudication de ce juteux marché soulève un autre problème. Évidemment, l'État a confié les travaux à des entreprises et à des particuliers qui font partie d'un vaste système de copinage capitaliste brassant des milliards de rands. On ne tiendra donc pas rigueur à ceux qui prétendent que le Gautrain a été conçu pour enrichir encore davantage les grosses légumes du Black Economic Empowerment et faire la pelote de leurs amis politiques.

Les leaders politiques font tout un plat des 93 000 emplois créés durant la réalisation de cette ligne et des 3 000 autres qu'offrira le Gautrain quand il sera pleinement en activité. Mais les emplois de la construction sont temporaires. Et seul un sot peut se glorifier d'avoir accouché de 3 000 misérables emplois avec un investissement de 4,2 milliards de francs! ■

(De l'anglais)



**Zakes Mda** (de son vrai nom Zanemvula Kizito Gatyeni Mda) est l'un des écrivains les plus connus d'Afrique du Sud. Né en 1948, il a grandi à Soweto et au Lesotho. Puis il a émigré aux États-Unis en 1963, où il a étudié à l'Université de l'Ohio. De retour en 1995, il devient écrivain en résidence au Market Theatre de Johannesburg. Après avoir écrit surtout des pièces de théâtre dans les années 70 et 80, Zakes Mda se tourne vers le roman. Ses œuvres, couronnées par de nombreux prix, ont été traduites dans diverses langues. Trois de ses sept romans ont été publiés en français : *Le Pleureur* (Dapper, 1999), *La Madone d'Excelsior* (Seuil, 2004) et *Au pays de l'ocre rouge* (Seuil, 2006). Zakes Mda est aussi peintre, compositeur et cinéaste. Par ailleurs, il dirige le Southern African Multimedia AIDS Trust, à Sophiatown (Johannesburg) et élève des abeilles. Enseignant dans des universités américaines et sud-africaines, il vit aujourd'hui entre Johannesburg et l'Ohio.





Séba Wernzel/afp

# « Tout développement est un changement culturel »

Élément fondamental de la vie, la culture doit faire partie intégrante de la politique de développement. Mais cela ne signifie pas que l'on tolère des coutumes nuisibles ou des violations des droits humains, bien au contraire. Siri Tellier, directrice du bureau du Fonds des Nations Unies pour la population (Fnuap) à Genève, explique les modalités de ce processus. Entretien avec Maria Roselli.

**Un seul monde:** Le rapport du Fnuap sur l'état de la population mondiale en 2008 préconise des « approches sensibles à la culture » dans la coopération au développement. Il affirme que c'est là une condition essentielle pour réaliser les droits humains en général et les droits de la femme en

**particulier. Mais que signifie cette notion au juste?**

**Siri Tellier:** La culture revêt une importance centrale dans la coopération au développement, car les normes de comportement sont souvent d'ordre culturel. C'est vrai partout dans le monde. Si l'on veut changer quelque chose dans un pays donné, il faut partir de la culture

locale et ouvrir le dialogue avec les faiseurs d'opinion dans ce domaine – chefs religieux, responsables politiques, enseignants, autres figures de la culture. On doit essayer de parler une langue qui suscite des échos culturels. La notion d'approche sensible à la culture implique de connaître la culture locale avant d'évoquer un quelconque pro-

blème ou de proposer une ébauche de solution.

**Et qu'est-ce que cela apporte?**

La culture devient alors une alliée au lieu d'être une ennemie. À titre d'exemple, la santé génésique est généralement au cœur de la culture, bien davantage que les autres aspects de la santé. Elle





Dirk Kruel/afp



Tobias Hauser/afp



Sven Torfinn/afp

Dans le développement, des «approches sensibles à la culture» sont indispensables, par exemple pour s'occuper des femmes enceintes au Liberia, prévenir les mutilations génitales en Afrique, lutter contre le tabagisme des jeunes dans les pays occidentaux ou promouvoir la politique familiale au Costa Rica

joue un rôle central pour la survie culturelle d'une société et fait partie de son identité. C'est donc un thème qui occupe les leaders culturels dans la plupart des pays. Il faut rechercher le dialogue avec eux si l'on veut réduire les risques de mortalité maternelle. On ne peut pas simplement leur dicter le comportement à adopter. Les femmes de certaines ethnies se retirent dans la forêt pour accoucher; ailleurs, elles enfantent seules dans une pièce fermée. De toute évidence, ces pratiques leur font courir de grands risques. Pour changer ce genre d'habitudes, il est nécessaire de connaître la culture locale et de rechercher le dialogue. La santé des femmes, surtout celle des mères, est un sujet que l'on peut aborder avec la plupart des gens. C'est un langage universel, comme l'espéranto.

### Comment agissez-vous concrètement dans ce type de situations?

La Bolivie, par exemple, affichait une mortalité maternelle très élevée il y a quelques années encore, parce que la naissance y est considérée comme un événement privé et que les femmes ne vont pas accoucher à l'hôpital. Ce taux était cinq fois plus élevé qu'à Cuba. Les indigènes étaient particulièrement touchés. Lorsque la parturiente bénéficiait d'une assistance, c'était celle d'une sage-femme traditionnelle qui n'était pas en mesure de pratiquer une césarienne, par exemple. Pour remédier à cette situation, nous avons travaillé de façon ciblée avec des leaders indigènes et avec le Parlement bolivien. Au lieu de dénoncer une anomalie que tout le monde voulait voir disparaître, nous en avons cherché la

cause ensemble afin de proposer ensuite des solutions. Le gouvernement s'est résolu à former des sages-femmes qui peuvent au besoin administrer des médicaments. Quelque 3000 praticiennes, qui se rendent au domicile des parturientes, ont déjà suivi cette formation. Cela a permis de réduire sensiblement le taux de mortalité.

### En quoi une culture peut-elle freiner le développement?

Cela dépend de ce que l'on entend par développement. Notre objectif est le respect des droits humains. S'ils sont bafoués par un comportement culturel, nous essayons d'intervenir.

### Les droits humains comptent donc plus que la culture d'une société?

Oui, sans aucun doute! Je m'exprime ici au nom de l'ONU, qui défend continuellement ces droits. Mais attention: dans bien des esprits, le terme de culture revêt une connotation négative; on l'associe au Sud et au sous-développement. En fait, chaque pays a sa culture. Et celle-ci évolue, lentement peut-être. Parfois, on qualifie de culturelles des choses qui ne le sont pas: beau-

coup de gens croient que les mutilations génitales féminines font partie de la culture d'un peuple. C'est faux, nous ne sommes pas seuls à l'affirmer. Certains dirigeants religieux prennent leurs distances et déclarent que ces coutumes ne sont absolument pas voulues par la religion. Chose importante, des études scientifiques ont prouvé que les mutilations génitales réduisent considérablement la capacité des femmes à procréer. Depuis lors, plusieurs chefs religieux musulmans ont mis en garde leurs fidèles et rappelé que cette pratique n'a rien à voir avec l'islam.

### Connaissons-nous aussi en Europe de telles aberrations pseudo-culturelles?

Bien sûr! Prenez le problème du tabagisme. Souvent, les jeunes filles se croient obligées de fumer pour faire partie d'un groupe. La consommation du tabac est devenue une culture, même si nous savons qu'elle peut tuer. Il faut donc trouver des moyens de contourner l'obstacle pour les filles, inventer d'autres rites qui leur donnent ce sentiment d'appartenance.

### Les pays concernés tolèrent-



Thomas Linkel/afp



Hans Kempf/afp

La planification familiale et l'égalité des sexes restent des thèmes controversés dans de nombreuses cultures, aussi bien en Ouzbékistan ou au Viêt-nam que dans les pays industrialisés

### ils que des organisations de développement cherchent à promouvoir des changements de comportement dans leur population?

Tout développement est par définition un changement culturel. Quelqu'un qui ne veut rien changer ne veut pas non plus de développement. En effet, celui-ci n'implique pas seulement la construction de ponts et de centrales électriques, mais aussi une évolution des mentalités et des comportements. Nous ne cherchons jamais à imposer quoi que ce soit, mais nous aidons ceux qui le souhaitent. Lorsque j'ai séjourné pour la première fois en Afghanistan, dans les années 70, je savais qu'il n'était pas question d'aborder directement certains sujets, comme la planification familiale. Je ne m'y suis pas risquée. À la demande du gouvernement, nous avons réalisé un recensement de la population. Le dialogue s'est alors instauré. Et pour finir, les Afghans ont soulevé d'eux-mêmes le thème de la mortalité maternelle.

**Si la culture apporte une contribution importante au développement d'un pays, pouvons-nous en conclure que les puissances industrielles ont une culture particulièrement efficace?**

Sottises! Le monde industrialisé

connaît lui aussi des évolutions complètement négatives. Nombre de pays en développement considèrent comme abominable notre manière de traiter les personnes âgées. Ils nous reprochent la désagrégation de nos structures familiales. Je réponds que ce phénomène n'est pas obligatoirement lié à la culture occidentale, mais plutôt à l'urbanisation. D'ailleurs, même les puissances industrielles ne sont pas définitivement développées. Nous nous trouvons au beau milieu d'une crise financière et il faudra voir ce que l'avenir nous réserve.

### Vous vivez à Genève depuis trois ans. Y a-t-il des coutumes typiquement suisses que vous changeriez volontiers?

Genève est une très belle ville, où l'on vit bien. Les gens sont ouverts et aimables. Mais je pense que beaucoup d'étrangers ici sont surpris d'apprendre que les Suissesses ont obtenu le droit de vote si tardivement. Je suis convaincue que l'on pourrait encore faire quelque chose pour améliorer la situation des femmes – notamment pour ce qui est de concilier vie professionnelle et familiale. ■

(De l'allemand)



**Siri Tellier** est née en 1946 au Danemark. Elle a obtenu en 1970 un master en santé publique à l'Université de Harvard. Mère de deux enfants, elle est entrée en 1972 au service du Fnuap. Depuis 2006, elle dirige le bureau genevois de cette organisation.

### L'action du Fnuap

Le Fonds des Nations Unies pour la population (Fnuap) est une organisation internationale de développement. Actif dans 150 pays, il défend le droit de chaque individu – femme, homme ou enfant – à la santé et à l'égalité des chances. Il contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Fnuap aide les pays en développement à améliorer l'accès de leurs populations aux soins de santé en matière de reproduction, ce qui inclut la planification familiale, la maternité sans danger et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, dont le sida. Il s'emploie aussi à promouvoir les droits des femmes et publie chaque année un rapport sur l'état de la population mondiale.

### Des disparités profondément enracinées

Dans ses programmes destinés à l'autonomisation des femmes, le Fnuap associe les droits humains, l'égalité des sexes et la sensibilité à la culture. Il mise sur des changements culturels motivés de l'intérieur, qui respectent tant la souveraineté nationale que l'intégrité culturelle des populations. Dans de nombreuses cultures, les inégalités entre les sexes sont très répandues et profondément enracinées: les femmes représentent trois cinquièmes des habitants les plus pauvres de la planète.

Le pouvoir culturel s'exerce par la coercition. Celle-ci peut se manifester dans les structures gouvernementales et les lois ou être ancrée dans l'image identitaire que les gens se font d'eux-mêmes. Des rapports de force se cachent derrière des coutumes telles que le mariage précoce – l'une des principales causes des fistules obstétricales et des décès maternels – et les mutilations génitales féminines. Malgré les interdictions, des pratiques nuisibles à la santé se perpétuent dans de nombreux pays. En matière d'égalité des sexes, tout progrès est lié à une lutte culturelle.





### Des regards pétrifiants en vitrine

(jls) Le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) entend initier ses visiteurs aux « techniques d'enchantement » de la sculpture et des masques africains. Pendant plus d'un an, il exposera 120 pièces exceptionnelles datant de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècles. Lorsqu'ils ont été créés, ces objets avaient pour fonction d'agir sur le monde et sur les personnes lors de rituels initiatiques, religieux, thérapeutiques ou d'antisorcellerie. Ils apparaissaient dans le cadre de dramaturgies complexes et impressionnantes. L'exposition aspire à faire découvrir au public la fascination exercée par ces œuvres tant dans leur contexte d'origine qu'aujourd'hui, face aux visiteurs. Son titre, « Medusa en Afrique », fait référence à la mythologique grecque. À l'instar de la Gorgone Méduse, dont la tête une fois tranchée par Persée continuait de pétrifier ceux qui la regardaient, ces masques et ces statues, arrachés à leur terre d'origine, ont conservé leur pouvoir d'enchantement.

*Exposition « Medusa en Afrique – La sculpture de l'enchantement », MEG, jusqu'au 30 décembre*

### Formation postgrade

Au cours du semestre d'automne 2009, l'EPF de Zurich propose les cours suivants dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel) :

### Formation

22-25.9 Perspectives micro et macro dans la lutte contre la pauvreté

28.9-2.10 Planification/suivi II : planification axée sur les résultats et pilotage au niveau des programmes sectoriels et nationaux

5-9.10 Évaluer l'efficacité des projets et des programmes

21-23.10 Problèmes stratégiques actuels en matière de coopération au développement

7-28.9 et 2-5.11 OE II : structurer efficacement le développement institutionnel en collaboration avec des organisations partenaires

10-13.11 Développement rural : défis, stratégies et approches

1-4.12 Planification I : introduction à la planification de projets et de programmes

15-18.12 Suivi I : pilotage des projets et des programmes dans la coopération.  
*Informations et inscriptions : EPF Zurich, secrétariat du Nadel, Voltastrasse 24, 8092 Zurich; tél. 044 632 42 40, [www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch), [info@nadel.ethz.ch](mailto:info@nadel.ethz.ch)*

### Conférence

#### Exploitation du sous-sol

L'exploitation des richesses souterraines a souvent des conséquences désastreuses dans les pays en développement. L'une des pistes pour sortir de ce piège est d'améliorer la transparence des flux financiers entre les sociétés pétrolières ou minières et les gouvernements des pays riches en matières premières. Cette idée sera au centre d'une conférence organisée par Swissaid le 9 juin à Zurich. Les participants débattront également de ce que la Suisse et ses entreprises peuvent faire pour la concrétiser. L'ex-président du Botswana Festus Mogae, le président de l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (EITI) Peter Eigen et la vice-présidente de la Banque mondiale Obiageli



Ezekwesili sont quelques-uns des conférenciers invités.

*Conférence « Exploitation des richesses pétrolières et minières : la transparence est gagnante », Zurich, 9 juin. Inscriptions et informations : [www.swissaid.ch/manifestations](http://www.swissaid.ch/manifestations)*

### Musique

#### Joe Dassin sur un air de chicha

(er) Trémolos, psalmodies, ritournelles : c'est le tableau musical dessiné par l'orgue électronique Farfisa, l'accordéon Hohner Electrovox et le synthétiseur Moog, des instruments qui ont marqué les années 70. Des accords de guitares surf, modulés par l'effet wah wah, lui ajoutent une touche claire et légère. La basse et la percussion marquent les rythmes de la *chicha*, ce style musical péruvien né il y a plus de quarante ans. Les chœurs enjoués ainsi que la voix rauque et chaude du chanteur viennent parfaire le tout. Le groupe Chicha Libre, de Brooklyn, a choisi de s'adonner à la musique qui a contaminé son leader lors d'un voyage au Pérou. Il ne joue pas seulement les vieux morceaux classiques de la *chicha*, mais reprend le fameux *Pop-corn* (1969), le tube de Joe Dassin *L'Été indien* (1975) ou



service

des compositions de Ravel et Erik Satie, pour les accommoder à la manière andine. Malgré un exotisme amusant et insolite, leur musique nous semble familière. Elle rappelle un peu celle de Manu Chao.

*Chicha Libre: «jSonido Amazonico!» (Barbès - Crammed/Musikvertrieb)*

### L'amour du verbe et de l'humanité

(er) Sa première passion a été le rap. Puis il s'est piqué au jeu du slam. Abd al Malik, de son vrai nom Régis Fayette-Mikano, chante des poèmes subtils et émouvants. Il exprime une colère citoyenne qui remonte à sa jeunesse dans la banlieue de Strasbourg, ville où il a grandi après avoir passé quelques an-



nées à Brazzaville. Ses textes prônent aussi la tolérance, le dialogue et l'ouverture aux autres. Chrétien de naissance, Abd al Malik s'est converti à l'islam à seize ans. Quelques années plus tard, il s'est initié au soufisme. Cet artiste de 34 ans récite des légendes urbaines, éthiques et poétiques, sur des orchestrations qui soulignent l'intensité du sens. Son épouse Wallen, chanteuse française de R&B originaire du Maroc, et Juliette Gréco, grande dame de la chanson française, apportent leur contribution à cet ensemble très expressif. Abd al Malik a déjà reçu quantité de prix. En 2008, il a été fait chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres.

*Abd al Malik: «Dante» (Polydor/Universal)*



### Un manifeste contre la misère

(er) Selon la tradition des Shonas, peuple d'Afrique australe, les sonorités mystiques et lancinantes de la *mbira* permettent d'entrer en contact avec l'âme des ancêtres. La pratique de ce piano à pouces fut longtemps réservée aux hommes. Aujourd'hui, quelques femmes en jouent aussi, à l'instar de Chiwoniso Maraire, qui a grandi entre les États-Unis et le Zimbabwe. Son troisième album est un courageux manifeste, à la fois lyrique et pétillant. La musique délaisse parfois ses racines africaines, puis les retrouve et les teinte d'une urbanité afro-américaine, offrant des résonances shonas d'une fraîcheur pleine d'entrain.

Oscillant entre folk et groove, les mélodies de Chiwoniso caressent agréablement l'oreille. Elles portent aussi des messages forts: de sa voix pleine et généreuse, cette artiste de 33 ans dénonce résolument la misère au Zimbabwe. La chanson qui donne son titre à l'album évoque le rôle des femmes dans la guerre d'indépendance.

*Chiwoniso: «Rebel Woman» (Cumbancha/Disques Office)*

### Le long du Syr-Daria

Films/DVD

(jtm) En Asie centrale, l'eau est rare et peut devenir une cause de conflit. C'est pourquoi la gestion durable de cette ressource revêt une importance particulière. La Suisse mène depuis plusieurs années des projets dans le domaine de l'eau au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Elle favorise l'accès à l'eau potable, améliore l'ef-

ficacité des systèmes d'irrigation et renouvelle l'infrastructure des usines hydro-électriques. Max Schmid, ancien correspondant de la radio alémanique DRS à Moscou, a longé le Syr-Daria, l'un des principaux fleuves d'Asie centrale. Il a ramené de ce périple un film de 25 minutes qui donne un aperçu des projets de coopération menés par la Suisse dans ce domaine. Ceux-ci ont pour principal objectif de régler de manière sûre et transparente l'utilisation de l'eau, en tenant compte de tous les usagers et de leurs besoins.

L'efficacité du Programme suisse pour l'eau a convaincu plusieurs gouvernements, la Banque mondiale et d'autres donateurs internationaux d'adopter les mêmes approches.

*Le DVD «Entlang dem Syrdarja» existe en allemand, en anglais et en russe. Il peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC: info@deza.admin.ch*

### Le courage de braver la malédiction

Dans la famille de Vita, une légende ancestrale promet la mort aux filles qui s'essayeraient à chanter. Avant de partir étudier à l'étranger, la jeune femme jure à sa mère de ne jamais le faire. À Paris, elle tombe amoureuse de Pierre, un musicien. Subjugué par sa voix, celui-ci la convainc d'enregistrer un disque. Le succès est immédiat, mais Vita est terrifiée à l'idée d'avoir bravé la malédiction. Elle décide de rentrer au pays, où elle met en scène sa libération, montrant que tout est possible pour qui a



le courage d'oser. C'est ce conte moderne que Flora Gomes raconte dans le long-métrage *Nha Fala*. «Que faire lorsque quelqu'un t'empêche d'aller de l'avant?», demande le réalisateur, originaire de Guinée-Bissau, qui a déjà enthousiasmé le public avec *Les yeux bleus de Yonta*.

Il donne la réponse dans la dernière chanson du film: «Essaie quand même!» Cette injonction illustre la philosophie de Flora Gomes. *Nha Fala* brosse le portrait d'une jeunesse africaine qui cherche à se redéfinir dans la rencontre avec autrui et qui est bien décidée à défendre ses propres choix.

*Flora Gomes: «Nha Fala» et «Les yeux bleus de Yonta». Ces deux DVD ont paru aux éditions trigon-film. Commandes et informations: 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org*

### L'esclavage en pleine expansion

Livres

(bf) Le monde n'a jamais compté autant d'esclaves qu'aujourd'hui: ils sont environ 27 millions au total. En Inde, au Soudan, en Haïti, au Proche-Orient ou au cœur de l'Europe, l'esclavage est partout. À l'heure de la mondialisation, ce phénomène est plus actuel que jamais. Bien que la traite des êtres humains ait été officiellement abolie, le livre de Benjamin Skinner prouve qu'elle prospère partout dans le monde. Pour rédiger son ouvrage, le journaliste américain a enquêté durant cinq ans dans une bonne douzaine de pays, infiltré des réseaux de passeurs et rencontré des trafiquants d'enfants. Il en a tiré un récit aussi courageux que choquant.

Il décrit le destin de plusieurs victimes, leur donne la parole et part de leur témoignage pour révéler au grand jour les réseaux complexes de la traite des êtres humains à travers le monde. Son livre n'est pas seulement un vi-





brant plaidoyer contre l'esclavage, mais aussi un reportage passionnant qui montre que le problème pourrait être résolu assez rapidement... si la volonté politique était là.

*Benjamin Skinner: «A Crime So Monstrous. Face-to-Face with Modern-Day Slavery», Free Press, ISBN 0743290070. Traduction allemande: «Menschenhandel. Sklaverei im 21. Jahrhundert», éditions Luebbe, Bergisch Gladbach, 2008*

#### Nicaragua 1984-2007

(mr) Au printemps 1984, la photographe zurichoise Olivia Heussler s'est rendue au Nicaragua. Elle voulait assister aux efforts des divers groupements politiques pour assurer le succès de la révolution sandiniste de

1979. Pendant la guerre des «contras», elle a vécu et travaillé à Managua, la capitale. Certains de ses clichés sont devenus des icônes dans la presse internationale. En près de 25 ans, Olivia Heussler a ainsi composé une fresque étonnante du Nicaragua, dont les éléments paraissent pour la première fois dans un même ouvrage à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution. En regroupant ces photos, elle a voulu décrire de manière sobre et engagée les causes de la guerre et la situation d'après-guerre. Ce souci se retrouve également dans son texte, rédigé à la manière d'un journal de voyage. Dans deux contributions exclusives, l'ancien vice-président du Nicaragua Sergio Ramirez et l'entrepreneur culturel zurichois Martin Heller commentent ce travail photographique.

*Olivia Heussler: «Der Traum von Solentiname/The Dream of Solentiname», éditions Patrick Frey, textes en allemand et en anglais, avec un fascicule en espagnol. Exposition «Der Traum von Solentiname», Kunstraum, Winterthour, du 5 au 27 juin*

#### Les droits de l'homme à l'école

En 2009, on célèbre le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les vingt ans de la Convention relative aux droits de l'enfant. De plus, l'Année de l'apprentissage des droits de l'homme met ces thèmes à

l'honneur. En Suisse, la fondation Éducation et développement peut apporter un soutien financier aux gymnases et aux écoles professionnelles qui lancent des projets dans ce domaine. Limitée à deux ans, cette action a été rendue possible par la Division politique IV du DFAE, le Service de lutte contre le racisme du Département fédéral de l'intérieur, la Commission fédérale pour les questions de migration et le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées. Un appui sera accordé aux projets qui visent à promouvoir la connaissance des droits de l'homme, par exemple en mettant sur pied des semaines dédiées à ce thème, en invitant des spécialistes ou en visitant des institutions spécialisées.

*Les demandes de financement doivent être déposées jusqu'au 15 septembre. Informations complémentaires: [www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch) (financement de projets)*

#### Les jeunes – acteurs et partenaires

(bf) L'action Youth for development désigne des initiatives et des projets réalisés par et pour des jeunes dans le domaine de la coopération au développement. Elle s'engage pour un développement qui ne considère pas ces derniers seulement comme des bénéficiaires de l'aide, mais aussi comme des acteurs et des partenaires à part entière. Étant donné sa longue expérience, le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) connaît les be-



soins et les préoccupations des jeunes. Avec l'appui de la DDC, il met en œuvre divers projets et mesures de soutien tant en Suisse que dans les pays du Sud et de l'Est. Ces initiatives contribuent à développer le potentiel des jeunes, à améliorer leurs conditions de vie et à accroître leurs possibilités de participer à la société.

[www.youthfordevelopment.ch](http://www.youthfordevelopment.ch)

#### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit.

Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. *Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53/ 35 80; fax 031 324 90 47/48; [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)*



Enseignement

Internet

#### Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

#### Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction:

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)  
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Thomas Jenatsch, Debora Komso, Roland Leffler, Sabina Mächler

#### Rédaction:

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme:** Laurent Cocchi, Lausanne

#### Photolitho et impression:

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

#### Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)  
Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total:** 53 000

**Couverture:** Cotonou, Bénin; Paul Hahn/laif

**ISSN 1661-1675**

**Dans le prochain numéro :**

**Changements climatiques et lutte contre la pauvreté: les répercussions des changements climatiques constituent un obstacle au développement; elles frappent les pays pauvres beaucoup plus durement que les pays riches. C'est pourquoi il est important que la coopération au développement s'implique dans cette problématique et contribue à la protection de l'environnement.**



The Herald Tribune/Redux/af